La politique franco-africaine, autrement appelée Françafrique, est extrêmement nocive. Après la proclamation de l'indépendance des anciennes colonies françaises d'Afrique, des réseaux politiciens ont assuré la continuité du pillage du continent noir au profit notamment des hommes de pouvoir en France en plaçant des dictateurs corrompus à la tête des États nouvellement indépendants.

Ce texte, retranscription d'une conférence donnée fin 2003, nous propose de survoler les rouages de la Françafrique et ses dérives mafieuses et nous propose quelques pistes pour de nouveaux rapports avec les peuples du tiers monde en approfondissant la démocratie à l'échelle planétaire.

François-Xavier Verschave est président de l'association Survie qui milite, entre autres, sur les questions de relations franco-africaines et de biens publics mondiaux.

La Flibuste propose aux citoyens des textes classiques et modernes d'invention de la démocratie et de la liberté.

Graphisme et mise en page : SPECULOOS 781-2118

9 782930 390109

ISBN 2-930390-10-7 - Prix : 3 €

Éditions Triboro

De la Françafrique à la Mafiafrique

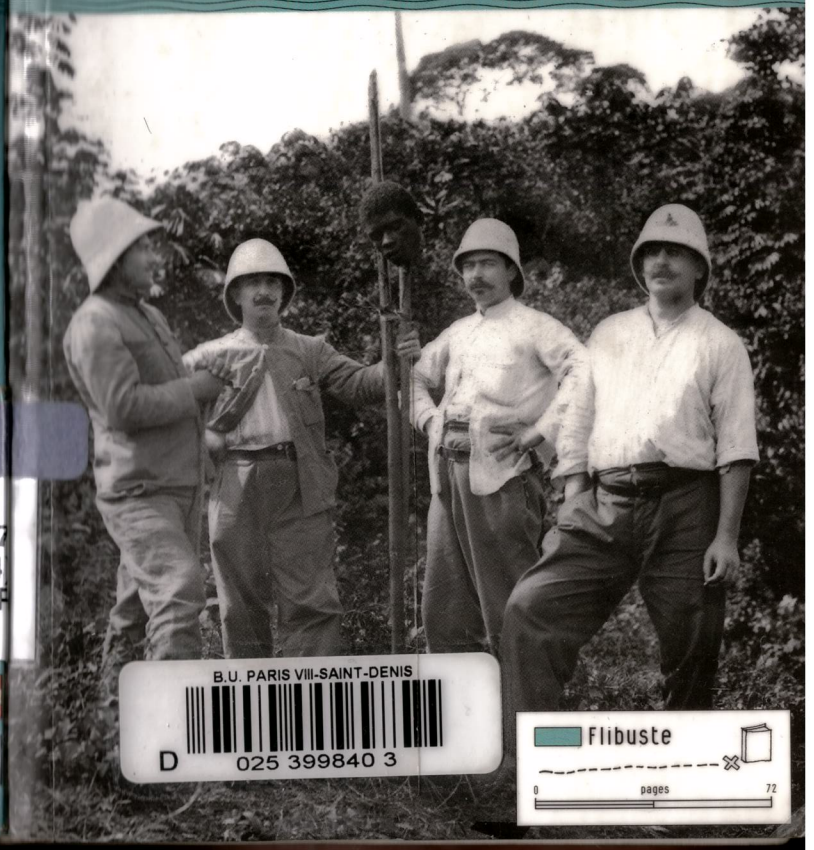
FRANÇOIS-XAVIER VERSCHAVE

327
(44
VER

FL
04

FRANÇOIS-XAVIER VERSCHAVE

De la Françafrique à la Mafiafrique



B.U. PARIS VIII-SAINT-DENIS
D 025 399840 3

Flibuste
0 pages 72

DU MÊME AUTEUR

LA FRANCAFRIQUE :
LE PLUS LONG SCANDALE DE LA RÉPUBLIQUE,
Stock, 1998
NOIR SILENCE, Les arènes, 2000
NOIR CHIRAC, Les arènes, 2002
L'ENVERS DE LA DETTE, Agone, 2002
ON PEUT CHANGER LE MONDE.
À LA DÉCOUVERTE DE BIENS PUBLICS MONDIAUX,
avec François Lille, La Découverte, 2003
AU MÉPRIS DES PEUPLES, La Fabrique, 2004
LA SANTÉ MONDIALE,
ENTRE RACKET ET BIENS PUBLICS,
Charles-Léopold Mayer, 2004
L'HORREUR NOUS PEND AU VISAGE.
LA FRANCE ET LE GÉNOCIDE AU RWANDA, Karthala, 2004

Couverture : répression d'une révolte en
Côte d'Ivoire au début du XXe siècle, cl. Roger-Viollet

© Éditions Tribord, 2004
Rue de l'Hôtel des Monnaies 184
1060 BRUXELLES Belgique

ISBN 2-930390-10-7

FRANÇOIS-XAVIER VERSCHAVE

De la Françafrique à la Mafiafrique

Retranscription par Judith Cypel
de l'exposé-débat du 3 décembre 2003
à l'espace Renaudie d'Aubervilliers
(Seine-Saint-Denis) devant 200 éducateurs
spécialisés et moniteurs éducateurs
en session de formation

PPN 085639001

327
(44)
VER

F 399840 S vioBp

Je me présente brièvement avant de développer le thème de cette rencontre. Je milite depuis 1984 dans une association qui s'appelle «Survie»[1] qui a été fondée à l'appel de 126 Prix Nobel. Ils expliquaient que le problème de la lutte contre la faim et l'extrême misère dans le monde ne relevaient pas seulement de la charité individuelle mais de l'action collective. Et qu'est-ce que c'est que l'action collective ? Ce sont des décisions politiques. Donc, pendant dix ans, nous nous sommes battus pour faire en sorte que la générosité collective des Français, l'aide publique au développement – qui représentait à l'époque environ quarante milliards de francs – aille un peu plus à destination, serve véritablement à sortir les gens de la misère, de la faim, de l'extrême pauvreté. On a convaincu un à un les trois quarts des députés, toutes tendances confondues, qui

1. L'association «Survie» édite notamment le mensuel «Billets d'Afrique» et les «Dossiers noirs de la politique africaine de la France». Site internet : http://www.survie-france.org

ont déposé une loi commune pour changer en profondeur cette aide publique au développement. Et puis, cette loi n'a jamais été mise à l'ordre du jour, malgré beaucoup de soutiens, y compris celui de tous les footballeurs français de première et deuxième divisions qui voulaient que leurs impôts servent quand même à quelque chose. Cette loi n'a jamais été inscrite à l'ordre du jour et on s'est rendu compte peu à peu que la corruption, dont nous connaissions l'existence dans ces affaires, n'était pas marginale mais centrale et que, derrière cette relation franco-africaine, il y avait une criminalité économique absolument incroyable.

En 1994, avec l'appui de la France à ceux qui commettaient le génocide au Rwanda – un million de morts en trois mois dans des conditions épouvantables –, puis la réhabilitation du dictateur Mobutu au Zaïre, le soutien au régime soudanais qui massacrait et affamait en masse au sud du pays, on s'est rendu compte que cette criminalité économique se doublait d'une criminalité politique inimaginable. Et à ce moment-là, on s'est dit, ayant découvert tout ça – il nous a bien fallu une dizaine d'années –, on ne peut pas se taire. Car le premier principe de la médecine, du serment d'Hippocrate, c'est : «D'abord ne pas nuire», avant de commencer à soigner. Or, comme vous le comprendrez, cette politique franco-africaine, que j'ai appelée la «Françafrique» et qui est une caricature de néocolonialisme, est une politique extraordinairement nocive.

Donc, c'est d'abord de ces relations franco-africaines depuis les indépendances que je vais vous parler, de cette Françafrique. Je vais vous en décrire la naissance, le fonctionnement, en brûlant un certain nombre

d'étapes, parce que sinon ce serait trop long : tout ça représente des milliers de pages de livres et de documents que nous avons publiés. Et puis je passerai à l'évolution actuelle de ces relations franco-africaines, à ce qu'on peut appeler le passage de la Françafrique à la mafiafrique, c'est-à-dire une sorte de mondialisation de ces relations criminelles. Je vous parlerai donc de la mondialisation de la criminalité financière. Enfin je terminerai sur des considérations beaucoup plus positives, en vous montrant que dans notre histoire, nous avons la mémoire d'avoir été capables de construire des biens publics à une échelle nationale, et qu'aujourd'hui il n'y a qu'une seule issue, qui n'est pas aussi utopique qu'on veut bien le dire : la construction de biens publics à l'échelle mondiale. Je vais montrer qu'en fait, il y a un antagonisme très clair entre une criminalité financière qui passe son temps à détruire les biens publics existants, et la possibilité de construire des biens publics renouvelés et élargis. Nous avons déjà fait pareille construction, et nous sommes capables de le faire. Après quoi vous aurez certainement un certain nombre de questions à poser.

Donc, je vais commencer par la Françafrique. Avec deux ou trois précautions oratoires. Un certain nombre de choses que je vais vous raconter vous paraîtront incroyables. Elles le sont de fait, puisque nous, on a mis dix ans à les voir et à les croire. Il y a un problème de regard. C'est des choses qu'on ne voit pas, tout simplement parce que la Françafrique est le domaine réservé de l'Élysée : c'est un domaine quasi militaire où il y a beaucoup de désinformation, ou de non-information. Quand on commence à regarder ces choses de près, c'est inouï la différence qu'on peut voir

entre la manière dont les médias vous parlent du rôle de la France en Afrique et ce qu'elle y fait réellement. Mais ça a beau être incroyable, ce n'est pas tout à fait faux. Quand j'ai publié sur ces questions un livre qui s'appelle *Noir silence* – six cents pages comportant environ dix mille faits avec mille cinq cents notes, décrivant la Françafrique à travers tout le continent –, j'ai eu droit à un procès pour offense à chef d'État de la part de trois dictateurs africains : le Tchadien Déby, le Congolais Sassou Nguesso, et le Gabonais Bongo. Le délit pour offense à chef d'État, c'est en fait un vieux reste du crime de lèse-majesté. En principe, on est condamné d'avance. Jamais personne n'avait échappé à une condamnation dans un procès pour offense à chef d'État. Eh bien nous l'avons gagné, en première instance et en appel, et les chefs d'État ont renoncé à aller en cassation, tellement la somme de témoignages qu'ont apportée les victimes de ces dictatures avait rendu une condamnation impossible. Et le tribunal a déclaré que ce que j'écrivais était le résultat d'une enquête sérieuse.

La deuxième précaution oratoire, c'est que dans la description de ce que j'appelle la Françafrique, je vais parler surtout des responsabilités françaises, parce qu'elles sont moins connues. On dit tellement de bien du rôle de la France en Afrique... Mais évidemment, la Françafrique, comme je vais vous l'expliquer, ce sont des Français et des Africains. C'est une association entre des Français et des Africains. Donc, évidemment, il y a des Africains qui jouent un rôle important dans le système de domination, de pillage que je vais décrire. Mais on vous dit tellement de mal

des responsabilités africaines que ce n'est pas la peine que j'en rajoute là-dessus, vous êtes déjà au courant.

Alors, qu'est-ce que c'est que cette histoire de Françafrique ? D'où ça vient ? Et comment le peuple français a-t-il été roulé dans cette affaire ? Je ne vais pas refaire toute l'histoire de l'Occident et de la France avec l'Afrique, rappeler l'esclavage depuis trois ou quatre siècles, et la colonisation depuis le XIXe siècle, etc. Remontons seulement de soixante ans. Après la deuxième guerre mondiale, il y a eu une pression des peuples pour se libérer – un phénomène qu'on a appelé la décolonisation. Cela s'est fait de proche en proche, avec des tentatives de résistance tragiques, comme la guerre d'Indochine ou la guerre d'Algérie, successivement, puis la guerre du Vietnam, où les États-Unis ont pris le relais de la France. Donc, le mouvement de l'histoire et d'autres phénomènes ont acculé De Gaulle, revenant au pouvoir en pleine guerre d'Algérie en 1958, à décider officiellement d'accorder l'indépendance aux anciennes colonies françaises au sud du Sahara. Ça, c'est la nouvelle légalité internationale proclamée. En même temps, De Gaulle charge son bras droit Jacques Foccart, son homme de l'ombre – responsable du parti gaulliste, de son financement occulte, des services secrets, etc. –, de faire exactement l'inverse, c'est-à-dire de maintenir la dépendance. C'est ça le point de départ de la Françafrique : si vous avez une nouvelle légalité internationale qui est l'indépendance et que vous voulez maintenir la dépendance, c'est illégal ; donc, vous ne pouvez le faire que de manière cachée, inavouable, occulte. La Françafrique, c'est comme un

iceberg. Vous avez la face du dessus, la partie émergée de l'iceberg : la France meilleure amie de l'Afrique, patrie des droits de l'Homme, etc. Et puis, en fait, vous avez 90 % de la relation qui est immergée : l'ensemble des mécanismes de maintien de la domination française en Afrique avec des alliés africains. Je vais le détailler par la suite.

Pourquoi ce choix de De Gaulle de sacrifier les indépendances africaines à l'indépendance de la France ? Il y a quatre raisons. La première, c'est le rang de la France à l'ONU avec un cortège d'États clients, qui votent à sa suite. La deuxième, c'est l'accès aux matières premières stratégiques (pétrole, uranium) ou juteuses (le bois, le cacao, etc.). La troisième, c'est un financement d'une ampleur inouïe de la vie politique française, du parti gaulliste d'abord, et puis de l'ensemble des partis dits de gouvernement, à travers des prélèvements sur l'aide publique au développement ou la vente des matières premières. Et puis il y a une quatrième raison, que j'ai repérée un peu plus tardivement, mais qui est aussi très présente : c'est le rôle de la France comme sous-traitante des États-Unis dans la guerre froide, pour maintenir l'Afrique francophone dans la mouvance anticommuniste, contre l'Union soviétique. Donc, pour ces quatre raisons, on met en place un système qui va nier les indépendances. Et c'est là que le peuple français a été roulé. Parce que, après la fin de la guerre d'Algérie, en 1962, quand on a demandé aux Français par référendum : «Est-ce que vous voulez tourner la page de la colonisation, tourner la page de plusieurs siècles de domination et de mépris de l'Afrique ?», les Français ont voté oui à 80 %. Cela voulait dire : «Oui, on a fait des saloperies,

mais il faut en finir ; on tourne la page et on veut traiter avec ces pays comme avec des pays indépendants». Or, vous allez le voir, on a mis en place non seulement un système néocolonial mais une caricature de néocolonialisme.

Comment s'y est-on pris ? Comment a-t-on construit cette face cachée de l'iceberg ? Premièrement, Foccart a sélectionné un certain nombre de chefs d'État «amis de la France», qui sont en fait des «gouverneurs à la peau noire». Des gouverneurs à la peau noire, c'est très pratique, parce qu'on a l'impression d'avoir des États indépendants, mais en fait ils ont des présidents français, ou tout comme. Un certain nombre d'entre eux ont la nationalité française, et plusieurs, même, sont tout simplement des membres des services secrets français. Omar Bongo le reconnaît : il appartenait aux services secrets français. La manip' est assez formidable : on avait des gouverneurs à la peau blanche, ce qui est un petit peu gênant pour faire croire à des indépendances ; et puis là, on recrute des gouverneurs à la peau noire.

Comment fait-on pour recruter ces gouverneurs ? On a commencé par une violence extrême. Il y avait un mouvement indépendantiste exceptionnel au Cameroun, l'UPC, mené par un personnage de la dimension de Mandela, qui s'appelait Ruben Um Nyobé. Ce mouvement, qui avait la confiance des populations camerounaises, luttait pour l'indépendance. Il a été écrasé entre 1957 et 1970 dans un bain de sang digne de la guerre du Vietnam, qui a fait entre cent mille et quatre cent mille morts, une centaine d'Oradour-sur-Glane... Cela ne figure dans aucun manuel d'histoire. Moi-même, je ne l'ai découvert

qu'il y a une dizaine d'années. On a fait l'équivalent de la guerre d'Algérie au Cameroun ; on a écrasé un peuple, détruit une partie de ce pays.

Et puis ensuite on a eu recours à l'assassinat politique. Il y avait des leaders élus, de vrais représentants de leur peuple, comme Sylvanus Olympio au Togo. Eh bien, quatre sergents-chefs franco-togolais revenus de la guerre d'Algérie, après la guerre du Vietnam, ont fait un coup d'État avec l'appui de l'officier français qui était soi-disant chargé de la sécurité d'Olympio : ils ont assassiné ce président le 13 janvier 1963. Quarante ans plus tard, un de ces officiers, Étienne Gnassingbé Eyadéma, est toujours au pouvoir, avec un règne digne de Ceaucescu et un pays qui a sombré dans le chaos et la pauvreté. En Centrafrique, vous aviez un homme d'État très prometteur, Barthélémy Boganda : il est mort dans un accident d'avion extrêmement curieux.

Pour le reste, on a procédé à la fraude électorale de manière massive ; on retrouvera ça un peu plus tard. On a écarté des candidats qui représentaient vraiment l'opinion de ces pays en promouvant des gens tout à fait dévoués à la cause française. Un seul a résisté, Sékou Touré en Guinée. Mais il a subi en l'espace de deux ou trois ans tellement de tentatives de coups d'État et d'agressions de la part de Foccart qu'il a fini par imaginer de faux complots et par devenir paranoïaque. Vers la fin de sa vie, d'ailleurs, il s'est réconcilié avec Foccart.

Donc, à part la Guinée de Sékou Touré, l'ensemble des ex-colonies francophones ont été embarquées dans ce système, avec un certain nombre de chefs d'État auxquels on disait, en contrepartie de leur soumission : «Servez-vous dans les caisses publiques, confondez l'argent public et l'argent privé, bâtissez-vous des fortunes.» Un certain nombre ont pris ça au mot et ont constitué des fortunes égales à la dette extérieure de leur pays : Mobutu, Eyadéma, Moussa Traoré, etc. Donc, «confondez l'argent public et l'argent privé, enrichissez-vous, mais laissez votre pays dans l'orbite française, laissez-nous continuer de prélever les matières premières à des prix défiant toute concurrence et de détourner une grande partie des flux financiers qui naissent de là.»

En plus de ce choix d'un certain nombre de chefs d'État «amis», ou plutôt vassaux, les mécanismes de la Françafrique ont touché l'ensemble des domaines : politique, économique, financier policier, militaire... Par exemple, on a aussitôt recyclé les anciens de l'OAS, l'Organisation de l'armée secrète (qui avait mené la guerre contre les accords d'Évian, accordant l'indépendance algérienne), dans les polices politiques de ces pays africains. Nombre de ces États ont été dotés de polices tortionnaires. Récemment, vous le savez, on a révélé que les tortionnaires de la bataille d'Alger, Aussaresses et ses émules, ont ensuite été former les tortionnaires latino-américains, tellement on avait apprécié leur expérience. On a mis en place auprès de chacun de ces chefs d'État un officier des services secrets chargé de le protéger... sauf lorsqu'il cessait de plaire. Le jour où le Nigérien Hamani Diori a voulu vendre son uranium ailleurs qu'en France, il a été déposé instantanément. Quant aux Comores, il y a eu deux chefs d'État assassinés, et un certain nombre d'autres déposés, par Denard et ses mercenaires.

Les mercenaires, parlons-en. D'un côté, il y a la présence militaire officielle... mais c'est parfois gênant d'intervenir trop ouvertement. Alors, il y a un moyen beaucoup plus commode : ces gens qu'on présente comme des électrons libres, dont Denard est le prototype, et qui sont recrutés essentiellement dans les milieux d'extrême droite – j'y reviendrai. Et donc, on dit : «Voilà, il y a des coups d'État, des révolutions, des renversements de présidents qui sont faits par des gens qu'on ne contrôle pas, ces fameux mercenaires, et ce Bob Denard qui sévit depuis 40 ans», désormais transformé en papy gâteau par la grâce du petit écran. Sauf que, chaque fois que Bob Denard a un procès, le gratin des services français vient dire à la barre : «Mais Bob Denard, il est des nôtres ! C'est un corsaire de la République, pas un mercenaire. Il a toujours servi le drapeau français.» Derrière ce fonctionnement opaque des mercenaires, la réalité, c'est bien un rappel aux chaînes de la dépendance.

Autre moyen de contrôler ces pays : le franc CFA. On vous dit : «C'est formidable, on a doté ces pays d'une monnaie, avec le franc CFA.» (CFA, ça veut dire : Colonies françaises d'Afrique...). Sauf que ce franc CFA convertible a permis, pendant des dizaines d'années, de faire évader les capitaux de ces pays. Au moment des campagnes électorales en France, on se mettait à pleurer sur le fait que tel État africain, le Cameroun ou le Togo, par exemple, n'avait plus de quoi payer ses fonctionnaires. Donc, on envoyait un avion avec une aide financière directe, un chargement de billets CFA, à Yaoundé ou à Lomé. Et cet avion repartait aussitôt en Suisse où les francs CFA tout neufs étaient convertis, puis partagés entre le chef

d'État destinataire et le décideur politique français. On faisait de même avec certains prêts. Autrement dit, c'est l'un des multiples moyens par lesquels on a enflé démesurément la dette du tiers monde, avec des sommes dont les Africains n'ont évidemment jamais vu la couleur.

Autre moyen de détourner de l'argent et de constituer des caisses noires : la création d'entreprises faux-nez des services français. Le Floch-Prigent, ancien PDG d'Elf, a reconnu que Elf avait été créée pour ça. Dans cette compagnie, il y avait au moins quatre cents agents secrets. Et l'énorme différence, l'énorme rente qui peut provenir de l'argent du pétrole – payé très peu cher et en partie non déclaré –, toute cette énorme masse d'argent a servi aux services secrets à entreprendre un certain nombre d'actions parallèles, comme déclarer la guerre au Nigeria pour lui chiper son pétrole, ou faire des coups d'État dans un certain nombre de pays. Mais il y a eu aussi des faux-nez plus petits : un certain nombre d'entreprises de sécurité ou de fourniture aux missions de coopération facturaient deux ou trois fois le coût de leurs prestations pour détourner de l'argent, par exemple vers un Bob Denard, qui contrôlait directement certaines de ces sociétés.

Je pourrais continuer longtemps comme ça. Je vous en donnerai encore un exemple plus tard. Ce dont il faut se rendre compte, c'est que dans la Françafrique, il y a une inversion permanente de ce qu'on vous déclare. Dans la face émergée de l'iceberg, vous avez la France qui affiche ses principes, et dans la face immergée, on voit l'application d'un monde sans lois, d'un monde sans règles, plein de détournements

financiers, de criminalité politique, de polices tortionnaires, ou – on le verra tout à l'heure – de soutiens à des guerres civiles. Ça, c'est la réalité. C'est au moins 90% de la réalité. Alors, cette Françafrique, qui dure encore jusqu'à aujourd'hui, on conçoit bien qu'elle comporte un certain nombre de risques pour ces pays, qu'elle a de graves conséquences sur leur situation économique et politique.

Tout d'abord, quand on dit aux chefs d'État: «Servez-vous dans la caisse», peu à peu, la corruption va passer de la tête jusqu'au bas de la société. Et ce qui restait encore de services publics au moment de la décolonisation s'est transformé progressivement en self-service public. Aujourd'hui, les capacités de santé ou d'éducation dans ces pays sont tout à fait démontées.

Deuxièmement, on peut comprendre que ces «États» néocoloniaux, fondés sur ce qu'on appelle une économie de rente, de pillage, de prélèvement de la richesse des matières premières ou de détournement de l'aide publique au développement (au moins 50% de cette aide), n'ont aucun intérêt au développement économique. C'est une constante. Parce que, quand vous avez un développement productif – des usines, des lieux de fabrication –, des classes d'acteurs économiques apparaissent – des classes de salariés ou d'entrepreneurs – qui vont se mettre à contester l'usage de l'argent public. On voit surgir des gens qui n'ont plus un besoin absolu de l'argent de l'État pour vivre, qui se mettent à penser librement et à contester le pouvoir. Donc, si dans ces pays il n'y a pas de développement économique hors des matières premières, ce n'est pas un hasard; ce n'est pas du tout parce que ces

pays en seraient incapables. Si on oppose aux entrepreneurs des obstacles administratifs ubuesques, c'est tout simplement que le dictateur ne veut pas d'un développement économique qui contesterait son pouvoir. À Madagascar, l'un des seuls entrepreneurs qui a réchappé à cette mise en échec, Marc Ravalomanana, est devenu président avec un fort soutien de la population, parce qu'il produisait malgache et que, maire de la capitale, il avait rompu avec les traditions de pillage des biens publics. Donc, beaucoup de dictateurs ont préféré éviter ce danger. Ils ne tolèrent d'entrepreneurs que totalement corrompus et assujettis, vulnérables à des accusations de détournement.

D'autres phénomènes ont encore aggravé la situation, comme la poussée démographique. Et puis il y a eu, à la fin des années 1970, ce qu'on a appelé «la dette du tiers monde». En fait, il y avait trop d'argent dans les caisses de l'Occident et des pays pétroliers; il fallait le recycler. Donc, on a poussé ces pays à s'endetter. On leur a dit: «Tout ça, c'est cadeau; on va vous faire une nouvelle forme d'aide publique au développement, on va vous prêter à 3, 2, voire même 0% et la différence avec le taux d'intérêt normal, on va compter ça comme de l'aide. Sauf que, quand ces prêts sont en partie ou totalement détournés, quand ces prêts vont dans des comptes en Suisse ou dans des paradis fiscaux, comme c'est le cas le plus souvent, avec quoi va-t-on rembourser? L'argent a disparu et on n'a rien produit avec... Le cas du Congo-Brazzaville est caricatural, c'est une espèce d'alchimie extraordinaire. Voilà un pays qui avait beaucoup de pétrole. Ce pétrole, on le pompe, on l'achète presque pour rien, on n'en déclare pas une partie – un

tiers, un quart ou la moitié, selon les gisements. Et donc, peu à peu, ce pays perd son pétrole. Mais en même temps, la dictature au pouvoir et ses amis de la Françafrique – les Sirven, Tarallo, Chirac, enfin tous les réseaux de la Françafrique – ont de gros besoins d'argent. Donc, au bout d'un certain temps, on ne se contente plus de la production présente mais, avec l'aide d'un certain nombre de banques, on va se faire prêter sur gage : le pétrole qui sera produit dans deux ans, trois ans, dix ans... Résultat, ce pays finit par avoir une dette qui est égale à trois fois sa production totale annuelle. Regardez la magie : ce pays a un plus, le pétrole, et ça se transforme en 3 moins, une dette égale à trois fois sa production pétrolière (et même davantage). Et puis, en plus, avec une partie de cet argent, on achète des armes pour armer les deux clans de la guerre civile, qui va détruire le pays au milieu des années 1990. Alors, vous allez dire : «Tout ça, c'est un fâcheux concours de circonstances». Sauf que je démontre dans un ouvrage, *L'envers de la dette*, que c'est le même personnage, Jack Sigolet, établi à Genève au cœur des paradis fiscaux, bras droit d'André Tarallo, le Monsieur Afrique d'Elf, qui à la fois vend le pétrole, gère la dette et achète les armes. Alors, dire que c'est une coïncidence, c'est un peu difficile. Donc, si le Congo-Brazzaville a été détruit – j'y reviendrai –, c'est la responsabilité d'Elf, et comme Elf était nationalisée, c'est la responsabilité de la France, c'est notre responsabilité à tous, en tant que citoyens de ce pays qui laisse opérer la Françafrique : à la fois nous pillons le pétrole, nous montons une dette totalement artificielle, la moussant comme œufs en neige à travers des commissions prélevées dans une

kyrielle de paradis fiscaux, et nous achetons des armes pour détruire ce pays. C'est un petit raccourci de la dette du tiers monde. Vous le voyez, en fait de dette, si on fait les comptes, c'est plutôt nous qui devons de l'argent à ces pays.

Je continue : donc, à cette époque-là (les années 1980), on commence à enfler la dette. La dette, quand on y regarde de près, quand on regarde où est passé l'argent, c'est dans la plupart des cas une escroquerie absolument gigantesque. Alors, avec tout ça, on arrive à la fin des années 1980. Il y a une poussée démocratique après la chute du mur de Berlin. Et à ce moment-là, les dictateurs ont beaucoup de mal à résister à cette pression. Ils vont devoir affronter des élections, mais ils ne peuvent plus tenir comme discours politique : «Je me représente parce que je fais le bien du peuple, parce que je vais assurer son développement». Ce n'est plus crédible, et donc ils se mettent à utiliser l'arme ultime du politique, le bouc émissaire, qui malheureusement marche depuis les débuts de l'humanité. Ils se mettent à expliquer que, s'il y a des malheurs dans le pays, ce n'est pas leur faute, c'est la faute de l'autre ethnie, «cette ethnie que vous haïssez, n'est-ce pas, et qui, si elle vient au pouvoir, va vous ôter le pain de la bouche, prendre toutes les hautes fonctions, et même, éventuellement, vous massacrer». C'est ce discours qui a été tenu au Rwanda, c'est ce qui menace dans un certain nombre d'autres pays. C'est un scénario sous-jacent à ce qui se passe en Côte d'Ivoire. À la criminalité économique et à des régimes dictatoriaux souvent tortionnaires, on a rajouté une criminalité politique de masse en dressant les gens les uns contre les autres.

Encore un dernier exemple du fonctionnement de la Françafrique. Rappelons le schéma de l'iceberg qui représente la Françafrique : en haut, vous avez la France meilleure amie de l'Afrique, patrie des droits de l'homme, etc. ; sous la ligne de flottaison, vous avez ces fonctionnements de solidarité entre un certain nombre de Français et d'Africains qui se sont organisés pour tenir ces pays politiquement (par la dictature), militairement (avec les mercenaires), et à travers un certain nombre de circuits financiers pompant l'argent des matières premières, l'argent de la dette, l'argent de l'aide publique au développement. L'un des exemples les plus récents et les plus achevés de ce fonctionnement en iceberg, c'est ce qui s'est passé après la poussée démocratique des années 1990. La Françafrique a été prise au dépourvu par une révolution démocratique au Bénin. Aussitôt, elle a organisé un système qui a marché de manière quasi infaillible pendant pratiquement dix ans. Il consiste en ceci : avec notre argent, l'aide publique au développement, on envoie des urnes transparentes, des bulletins de vote et des enveloppes dans ces pays ; on déclare : «Oui, vraiment, c'est bien, ils arrivent à la démocratie; donc, on va les aider» ; et en même temps, on envoie dans les capitales de ces pays des coopérants très spéciaux, des réseaux Pasqua ou de la mairie de Paris, qui vont installer un système informatique de centralisation des résultats un peu spécial : alors que les gens ont veillé jour et nuit auprès des urnes pour être sûrs que leur suffrage soit respecté, alors qu'ils ont voté à 70 ou 80 % pour chasser le dictateur, ils se retrouvent à la fin avec un dictateur réélu avec 80 % des voix... ou 52 % s'il est modeste. Voilà encore une alchimie extraordinaire.

Nous, avec notre argent, on aide les gens à se doter d'instruments de démocratie ; au même moment, les réseaux de la Françafrique arrivent à faire en sorte que ces peuples aient encore pire qu'un dictateur, un dictateur «légitimé démocratiquement». Et ça ne s'est pas passé que dans un pays; ça s'est passé cinquante fois entre 1991 et 2003, avec chaque fois le même système, chaque fois le même discours, que ce soit au Togo, au Cameroun, au Congo-Brazzaville, au Gabon, à Djibouti, en Mauritanie, etc.

Il n'y a eu que trois ou quatre exceptions, dans deux pays pauvres d'abord, parce qu'ils sont trop pauvres pour intéresser beaucoup la Françafrique : le Mali, avec le renversement du dictateur Moussa Traoré, et le Niger, où quelques officiers progressistes ont renversé le dictateur installé par Foccart, qui s'appelait Ibrahim Baré Maïnassara. Alors là, quand ils ont renversé le dictateur, la France a crié à l'interruption du processus démocratique. Elle a coupé sa coopération. Et donc les Nigériens ont organisé leurs élections sans et malgré la France. Et ça a donné les élections les plus incontestées depuis quarante ans en Afrique. Il n'y a pratiquement pas eu un bulletin contesté.

Et puis, il y a encore deux exceptions célèbres. Au Sénégal, où il y avait une fraude instituée depuis très longtemps, s'est produite une invention démocratique. La société, qui en avait marre de l'ancien régime corrompu – ça ne veut pas dire que le nouveau est parfait, loin de là –, voulait au moins pouvoir changer de président. Eh bien, ils ont jumelé les téléphones portables et les radios locales de manière à annoncer en direct les résultats à chaque dépouillement d'urne, pour que l'on ne puisse pas truquer la totalisation.

Dans d'autres pays, on a retardé du coup la mise sur le marché des téléphones portables... Un autre exemple, extraordinaire, presque unique dans l'histoire de l'humanité, c'est Madagascar. Jour et nuit, pendant quatre ou cinq mois, entre cinq cent mille et un million de personnes ont tenu la rue pour défendre le candidat élu et obtenir son installation à la place du dictateur soutenu par l'Élysée et par la Françafrique. Sous la pluie, des femmes de soixante-dix ans, des mères de famille, etc., une marée humaine se gardant de toute violence, a réussi peu à peu, par son courage, à dissuader l'armée et les milices du régime. Chaque fois que l'armée voulait attaquer le mouvement populaire, il y avait toujours une femme ou une fille de général dans la manifestation qui appelait sur son téléphone portable le père ou le mari pour dire : «Nous sommes dans la manifestation». Et peu à peu, les généraux, les officiers ont craqué l'un après l'autre, ils sont passés dans le camp du président élu. C'est un exemple vraiment assez exceptionnel, tellement inquiétant pour les dictateurs en place qu'ils ont mis un an avant de reconnaître le nouveau régime.

Donc, tout n'est pas désespéré. Mais disons que pour ce qui est de notre rôle, du rôle de la France, on a passé son temps à faire «valider» par les urnes l'inverse de la volonté du peuple, quitte à dégoûter les gens de la démocratie.

Alors, j'avance. Je passe rapidement car je n'ai pas le temps de faire l'histoire de la Françafrique. Je vais quand même vous décrire brièvement ses réseaux, très, très sommairement. Et puis, je vous donnerai un ou deux exemples récents avant de passer à la mafiafrique.

Ces réseaux, je vais d'abord vous les énumérer tels qu'ils nous sont apparus en première lecture, si je puis dire, et puis ensuite vous les décrire tels que nous les voyons maintenant, parce que c'est un peu différent, et à force d'y travailler, on y voit un peu plus clair. Je vous le dis rapidement, je n'ai pas le temps de détailler et d'insister – tout ça se trouve dans mes différents ouvrages. Simplement, je vais d'abord vous décrire un foisonnement.

Il y a ce qu'on appelle les réseaux politico-affairistes. Le plus important d'entre eux, c'était le réseau Foccart, créé sous De Gaulle ; disons que c'était le réseau gaulliste. Et puis il y eut les réseaux néogaullistes – principalement le réseau Pasqua –, le réseau Giscard, le réseau Mitterrand, le réseau Madelin, le réseau Rocard, etc.

Ensuite, il y a quelques très grandes entreprises qui jouent un rôle dominant là où elles se trouvent. Il y a Elf, bien entendu, qui faisait la politique de la France au Gabon, au Cameroun, au Congo-Brazzaville, au Nigeria, en Angola, etc. Il y a Bouygues, qui contrôle les services publics en Côte d'Ivoire, qui a hérité d'une grande partie des subventions d'investissement de l'aide publique au développement. Il y a Bolloré, qui a le monopole des transports et de la logistique sur une bonne partie de l'Afrique. Il y a Castel, qui contrôle les boissons,etc.

Et puis il y a les militaires. La plupart des hauts dignitaires de l'armée française ont fait leurs classes en Afrique où ils ont eu des carrières accélérées, deux ou trois fois plus rapides, avec des soldes faramineux. L'armée française tient beaucoup à l'Afrique ; elle fait encore la politique de la France au Tchad ou à

Djibouti. La plupart des généraux africains francophones, y compris les généraux-présidents, sont ses «frères d'armes».

Vous avez encore les différents services secrets, qui se disputent entre eux et qui ont chacun un rôle dans la Françafrique. Vous avez la DGSE, le principal service secret vers l'étranger, qui contrôlait de près chacun des «gouverneurs à la peau noire». Vous en avez un autre, qu'il est beaucoup plus surprenant de rencontrer en Afrique, la DST (Direction de la sécurité du territoire). En principe, elle ne devrait s'occuper que de l'intérieur de la France. Mais elle s'occupe aussi de l'extérieur pour diverses raisons. D'abord parce qu'il s'agirait de protéger la France des dangers de l'immigration. Ensuite, la DST, qui est une police politique, fait de la coopération avec l'ensemble des polices politiques de toutes les dictatures du monde. Donc, elle devient copine avec toutes les «sécurités intérieures» des pires dictatures. Et du coup, la DST se retrouve impliquée dans beaucoup de pays, comme le Gabon, le Burkina, l'Algérie, l'Angola, etc. J'ai oublié de dire que, bien entendu, les réseaux françafricains sont devenus les mêmes au Maghreb qu'en Afrique noire, avec exactement les mêmes mécanismes en Algérie, en Tunisie et au Maroc que ceux que je vous ai décrits jusqu'à présent. Après la DGSE et la DST, il y a la Direction du renseignement militaire, poisson-pilote de l'armée, qui fait la propagande de la France lors des conflits en Afrique, et puis l'ancienne Sécurité militaire, qu'on appelle maintenant DPSD – sur laquelle je reviendrai –, qui, entre autres, contrôle les mercenaires et les trafics d'armes.

Il faut rajouter un certain nombre de réseaux d'initiés : une obédience franc-maçonne dévoyée, la Grande Loge Nationale Française (GLNF), fort à droite, à laquelle appartiennent tous les dictateurs franco-africains, une forte proportion des responsables des services secrets, des généraux français et africains, les dirigeants de grands médias comme TF1, une partie du lobby nucléaire et pétrolier, etc. Vous avez des sectes, très présentes en Afrique et liées à la Françafrique, comme les Rose-Croix ou même le Mandarom...

Il y a encore le Trésor, du ministère des Finances, l'administration française la plus puissante : elle applique à l'Afrique les politiques de la Banque mondiale.

Après cette description panoramique un peu éclatée, je vais revenir à un historique plus unifié, que je n'ai compris qu'assez tard, au début des années 2000, en travaillant sur le livre *Noir Chirac*. La relecture de la guerre froide m'a fait un peu déplacer les accents, en considérant notamment que la dépendance de la France ou des décideurs français vis-à-vis des politiques américaine et atlantiste était beaucoup plus importante qu'il n'y paraissait. J'ai compris en particulier que le discours antiaméricain, qui est la propagande de base de la Françafrique, et notamment des réseaux Pasqua, est une propagande à usage subalterne. Parce qu'en réalité, ceux qui crient le plus fort leur antiaméricanisme sont les plus liés aux Américains : vieille astuce !

Selon ma perception d'aujourd'hui, l'historique des réseaux de la Françafrique s'est passé de la manière suivante. Vous avez au départ le réseau Foccart, qui agrégeait tous les éléments anticommunistes des

réseaux de la guerre froide, ce qui incluait notamment un certain nombre d'éléments issus de l'extrême droite ou de la mafia corse – y compris mêlés à des trafics de drogue. J'ai expliqué dans *La Françafrique* et dans *Noir silence* que Charles Pasqua avait été l'initiateur de la *French connection* vers les États-Unis. Il m'a attaqué en diffamation, mais pas sur ce point. Sous couvert de Pernod-Ricard et au nom des services secrets, il a couvert un trafic de drogue, mais c'est un grand classique des services secrets. Et puis, en 1970, Pasqua se dispute avec Foccart et donc crée un réseau dissident, un réseau néogaulliste (les néogaullistes se distinguent des gaullistes en étant beaucoup plus dans la mouvance américaine). Et Pasqua devient le financier de la carrière de Chirac, qui est en train de monter en puissance et qui va devenir Premier ministre en 1974. À partir de 1974, le tandem Pasqua-Chirac prend les rênes du futur RPR et de la Françafrique, tandis que le réseau Foccart est déclinant.

Ensuite, apparaît Mitterrand. On croit qu'il va changer les choses, mais pas du tout : Mitterrand suivait les traces de Foccart depuis 1948. Il se contente de montrer sa capacité de nuisance en faisant publier *Affaires africaines* par son ami Pierre Péan, dénonçant le système Elf et le Gabon de Bongo. La Françafrique comprend, on lui donne une part du gâteau et Jean-Christophe Mitterrand se branche sur les réseaux Pasqua : le réseau Mitterrand, c'est en fait une simple branche des réseaux Pasqua.

En 1986, Chirac se réconcilie avec Foccart, qu'il emmène à la cellule Afrique de Matignon. Par conséquent, à partir de 1986, Chirac détient toutes les clés de la Françafrique : non seulement Pasqua, mais aussi

Foccart. Et comme toute instance trop dominante a tendance à se diviser, à partir de 1989 se manifeste une tension extrême entre Pasqua et Chirac, avec des alternances de dispute et de réconciliation, ce que j'appellerai plus tard «le conflit des anciens et des modernes» – grâce auquel nous avons appris à peu près tout ce que nous savons sur la Françafrique. Parce que tout ce que je vous raconte n'est pas seulement le fruit d'un travail considérable de dépouillement d'informations et de recoupements. C'est aussi paru crûment dans la presse, parce que les deux camps – Chirac-Juppé contre Pasqua et les anciens – se bombardaient par presse interposée, exposant les saloperies de l'autre. Ainsi, ce qu'on a appelé l'Angolagate, c'est tout simplement la guerre des modernes – (Juppé, de Villepin) contre les réseaux Pasqua, la guerre aussi de la DGSE, du côté des modernes, contre la DST pasquaïenne, du côté des anciens. Je n'ai pas le temps de vous détailler tout ça, mais ce qui est clair, c'est quand même que le néogaullisme chiraquien contrôle la Françafrique depuis 1974, c'est-à-dire pratiquement depuis trente ans, et qu'il est l'ami des principaux dictateurs africains.

Pour le fonctionnement de la Françafrique, les réseaux d'initiés sont inéluctables : tous les Françafricains sont tenus par des mécanismes d'initiation. Alors, ça peut être des mécanismes d'initiation mafieuse ou dans des sectes, voire dans certaines excroissances de la franc-maçonnerie. Depuis quelques années, ceux qui l'ont emporté, c'est la Grande Loge Nationale Française, comme je vous l'ai dit tout à l'heure : ils ont raflé toute la mise. Il y a eu par exemple une cérémonie d'initiation au Gabon où,

d'un seul coup, les deux cents principaux décideurs gabonais ont été affiliés à la GLNF. C'est un peu comme autrefois quand on baptisait au jet d'eau ; là, en fait, on s'est mis à initier en grand à la «philosophie françafricaine». Je précise tout de suite que je n'ai rien contre la franc-maçonnerie, qui a joué un rôle éminent dans la construction de la démocratie française et celle des biens publics en France, mais que le danger, c'est que le secret philosophique ou initiatique soit dévoyé par des gens qui ont d'autres ambitions, pour en fait constituer des quasi-mafias – le terme employé par Pierre Marion, numéro 3 de la GLNF quand il a démissionné de cette obédience, disant que ce à quoi il avait cru et appartenu était devenu quelque chose de tout à fait incontrôlable.

Je passe rapidement sur l'actualité de la Françafrique. Tout cela, encore une fois, demanderait de longs développements, mais je veux laisser un peu de temps à d'autres choses importantes pour comprendre ce qui se passe aujourd'hui. Je ne développerai pas ce qui s'est passé au Rwanda où la Françafrique, amie du dictateur Habyarimana qui développait une sorte d'apartheid au sein de son pays, a pendant les trois mois du génocide soutenu militairement (par des livraisons d'armes), financièrement (par des gros chèques) et diplomatiquement (à l'ONU) le régime qui massacrait un million de personnes dans des conditions horribles. La complicité de la France dans ce génocide d'un million de personnes est à mon avis le plus grand crime français du XXe siècle. Et pour ce qui nous concerne à Survie, nous n'avons pas fini d'en parler. Il y a eu une mission d'information parlementaire qui s'est terminée en queue de poisson en disant : «La France a fait

des erreurs, mais elle n'est pas coupable». Nous avons tout un ensemble d'éléments qui montrent qu'en fait, elle a soutenu pendant toute la durée du génocide, et au-delà, ceux qui commettaient ce crime abominable – ces hommes, femmes et enfants, tués pratiquement jusqu'au dernier, sauf ceux qui ont pu être sauvés in extremis.

Je ne m'étendrai pas là-dessus. Je passerai aussi sur le meurtre de Sankara, un des grands espoirs de l'Afrique, en 1987, et sur d'autres crimes, pour finir par deux pays : le Congo-Brazzaville et l'Angola. Au Congo-Brazzaville, on avait depuis le milieu des années 1970 une pétrodictature dirigée par quelqu'un de très lié aux services secrets français, qui s'appelle Denis Sassou Nguesso, et qui était non seulement l'ami de Chirac mais aussi très prisé des pétroliers. En effet, il ne demandait pour son pays, officiellement, que 17 % de l'argent du pétrole – du pétrole déclaré. Ce monsieur, qui a aussi beaucoup endetté son pays, a été victime de la poussée démocratique du début des années 1990 : il y a eu une Conférence nationale souveraine, un peu comme les états généraux de 1789, qui a voulu fonder un État démocratique, a fait adopter une Constitution et procéder à des élections présidentielles. Monsieur Sassou Nguesso s'est présenté à ces élections, et il a obtenu 17 % des voix. C'est vraiment Monsieur 17 % : 17 % du pétrole, 17 % des voix...

La Françafrique n'a pas du tout apprécié cette évolution : elle a tenté un coup d'État, qui a échoué, mais dont on a retrouvé la preuve – ce qui est rarissime – dans le coffre-fort d'Elf, lors d'une perquisition. Les documents découverts - montraient que les

réseaux Pasqua et Elf avaient tenté de renverser ce gouvernement démocratique. Et puis la Françafrique n'a eu de cesse, depuis la Mairie de Paris et ailleurs, d'organiser le retour au pouvoir de Monsieur Sassou Nguesso en lui fournissant des armes, etc. En 1997, il y a donc eu une guerre civile et, pour renverser le régime en place, il a fallu – tenez-vous bien, c'est une liste assez incroyable – non seulement les soldats demeurés fidèles à Sassou Nguesso, non seulement les milices recrutées par Sassou Nguesso et armées par les pays voisins comme le Gabon, mais aussi la Garde présidentielle de Mobutu qui venait d'être renversé (cette sinistre cohorte avait donc traversé le fleuve Congo et se trouvait à Brazzaville), mais aussi ceux qui avaient commis le génocide au Rwanda et qui, comme par hasard, s'étaient réfugiés à Brazzaville, mais aussi un millier de soldats tchadiens transportés par la France en avion jusqu'à Brazzaville, mais aussi, pour finir, l'armée angolaise qui est venue emporter la mise et réinstaller Monsieur Sassou Nguesso, l'ami de Chirac. Il a fallu tout ça pour installer un nouveau pouvoir qui, aussitôt, a remis en place des relations pétrolières plus favorables, plus convenables. Ce Monsieur Sassou Nguesso est extraordinaire parce qu'il a réussi à s'attirer la bienveillance de tout l'arc politique français, de l'extrême droite à l'extrême gauche. Je pense que ses valises sont très nombreuses et volumineuses. Le revoilà donc au pouvoir et, après tout, cela n'était que très banal en Françafrique, même si la guerre avait fait quelque dix mille morts.

Seulement, Monsieur Sassou Nguesso reprend ses mauvaises habitudes et, fin 1998, un tout petit début de guerre civile déclenche un rouleau compresseur

avec les mêmes écraseurs : les Angolais, les anciens génocidaires rwandais, les anciens mobutistes, des Tchadiens, les miliciens Cobras. Et dans l'année 1999, ils commettent sous la houlette de Sassou Nguesso une série de crimes contre l'humanité qui ont fait pratiquement cent mille morts, avec des dizaines de villages totalement rasés, brûlés, etc., et plusieurs dizaines de milliers de viols collectifs par, souvent, des miliciens ou soldats porteurs du sida. Une situation horrible, numériquement bien pire à ce qui s'est passé cette année-là et dont on a tant parlé, en Tchétchénie, au Kosovo et à Timor-est. Eh bien, en 1999, il y a eu au Congo-Brazzaville plus de victimes que dans ces trois pays réunis. Regardez la couverture médiatique du Kosovo, de Timor-est et de la Tchétchénie et demandez-vous si vous avez entendu parler du Congo-Brazzaville en 1999, alors que c'est le berceau de la France libre et l'un des principaux fournisseurs de pétrole de la France. Quand vous voyez ça, vous comprenez qu'en fait vous ne savez rien de ce qui se passe en Afrique, et en Afrique francophone. Et si on vous parle de Timor-est – on a raison de le faire –, c'est peut-être aussi pour ne pas vous parler de ce qui se passe au Congo-Brazzaville.

Je vous donne encore un autre exemple de désinformation. Ce régime congolais qui s'est réinstallé par la terreur a organisé une élection présidentielle début 2003 – truquée, comme d'habitude. Elle a eu lieu le même jour que l'élection présidentielle au Zimbabwe de Monsieur Mugabe. Tous les médias français ont envoyé un correspondant à Harare – (qui sait qu'Harare est la capitale du Zimbabwe ?) pour vous parler en long et en large de la dictature zimbabwéenne ; vous

vous en souvenez peut-être. Personne n'a envoyé un correspondant à Brazzaville où se tenait le même jour la réintronisation d'un dictateur encore plus sanguinaire. C'est ça, l'information dont vous bénéficiez.

Mais je continue encore un peu à propos du Congo-Brazzaville : j'ai oublié de mentionner, parmi ceux qui ont remis en place Denis Sassou Nguesso, les vrais mercenaires et les vrais-faux mercenaires. Les vrais-faux mercenaires, c'est quelque chose d'inquiétant pour la démocratie ; les vrais mercenaires aussi. Au début des années 1990, on s'est dit qu'intervenir militairement ouvertement, c'était de plus en plus gênant. Donc, la décision a été prise par Mitterrand de multiplier par trois les forces de commando du genre «Service Action» de la DGSE – vous savez, ceux qui ont fait sauter le Rainbow Warrior en Nouvelle-Zélande – en recrutant dans l'infanterie de marine, dans la légion, pour constituer ce qu'on appelle le «Commandement des opérations spéciales» (COS) : des forces capables d'intervenir de manière non officielle et sous des déguisements divers. À partir de là, ces gens ont été utilisés comme vrais-faux mercenaires. Et les guerres civiles de Congo-Brazzaville – on en a eu des témoignages – ont servi de répétition générale de l'utilisation de ces vrais-faux mercenaires. Le morceau a été lâché par le ministre de la Coopération, Charles Josselin. Il a expliqué dans *Jeune Afrique* qu'il y avait vraiment beaucoup de confusion au Congo-Brazzaville car trop de mercenaires français qui avaient «à peine eu le temps de quitter l'uniforme qu'ils portaient hier»... ; «et qu'ils porteront demain», pourrait-on rajouter. Il s'agit en fait de gens des forces spéciales qui jouent les intérimaires de mercenariat.

On voit bien le fonctionnement de la Françafrique : on envoie des soldats très efficaces, tout en les déguisant en mercenaires pour que la France ne soit pas responsable de ce qui se passe...

Mais à côté de ces vrais-faux mercenaires, il y avait aussi au Congo-Brazzaville des vrais mercenaires. Là aussi, l'histoire n'est pas banale. Pour ça, il faut que je vous raconte l'itinéraire de Bernard Courcelle. Cet officier de la Sécurité militaire a commencé sa carrière au début des années 1980 aux côtés de Bruno Gollnish, qui a suivi une autre voie : dans ces milieux-là, l'extrême droite est très présente. La Sécurité militaire (DPSD) contrôle les mercenaires et les trafics d'armes. Bernard Courcelle a d'abord créé une société de mercenaires : le groupe 11 (onze en allemand, ça se dit «Elf»). Ensuite, ce monsieur a été chargé de la sécurité de l'entreprise Luchaire qui fournissait des obus à l'Irak et à l'Iran pendant leur longue guerre, puisque la stratégie occidentale, c'était de faire en sorte que cette guerre dure le plus longtemps possible pour affaiblir ces deux États. En 1989 – je passe quelques épisodes –, Bernard Courcelle devient en quelque sorte le garde du corps de Madame Mitterrand bis, Anne Pingeot, qui était alors conservatrice au musée d'Orsay, dont la sécurité lui est confiée. Quand on sait les dizaines de millions d'euros dépensés par Mitterrand pour protéger le secret de son intimité, il est difficile d'imaginer un poste plus proche du cœur du pouvoir.

En 1993, sans transition, sur recommandation d'un conseiller de l'Élysée, Monsieur Bernard Courcelle devient directeur de la garde présidentielle de Jean-Marie Le Pen, le DPS : l'officier du DPSD devient

directeur du DPS. Ces 1.500 hommes de la garde présidentielle de Jean-Marie Le Pen, dont le siège est à Saint-Cloud, sont d'anciens parachutistes, d'anciens gendarmes, d'anciens policiers. Ces gros bras d'extrême droite sont le vivier des mercenaires français : la vingtaine de sociétés françaises de mercenaires recrutent leurs hommes dans la garde présidentielle de Jean-Marie Le Pen. Et quand par hasard on trouve des armes ou des explosifs chez une de ces personnes, et qu'on veut enquêter au siège de Saint-Cloud, on oppose aux enquêteurs une forme de «Secret Défense». Personne ne pénètre au siège de Saint-Cloud, qui est en fait le siège du mercenariat français, avec la bénédiction de la classe politique française.

Mitterrand, d'ailleurs, a tout fait en 1984 pour favoriser la première campagne européenne de Le Pen, qui a permis au Front national de passer de 0,4 % à plus de 10 % des voix. Donc, en fait, le Front National et sa garde présidentielle sont le vivier protégé des mercenaires français. [brouhaha dans la salle]

Je continue : je n'en ai pas fini sur le sujet. [re-brouhaha dans la salle] Je compte finir sur une note beaucoup plus optimiste… si vous me laissez aller jusqu'au bout. Si l'on fait un diagnostic médical, il faut regarder le mal dans toute son ampleur avant de pouvoir espérer le soigner. Donc, Monsieur Bernard Courcelle fait un certain nombre d'opérations mercenaires entre 1993 et 1999, puis il devient, sans transition, le directeur de la garde présidentielle de Monsieur Sassou Nguesso qui venait de commettre une série de crimes contre l'humanité, plusieurs Srebrenica successifs. Et il est auditionné par le Parlement français qui, en le recevant, se félicite que quelqu'un d'aussi compétent soit chargé là-bas de défendre les intérêts de la France. Ensuite, sans transition, il devient directeur de la sécurité des installations pétrolières françaises au Gabon; encore un poste absolument marginal.

Dernier point, pour achever le tableau : Canal+ a publié dans un reportage le témoignage d'un mercenaire repenti qui travaillait avec Bernard Courcelle. Il explique qu'on les envoyait faire des coups d'État en Afrique, que, quand ils étaient en France, ils surveillaient des opposants africains, voire préparaient leur assassinat, et que, quand ils n'avaient vraiment plus rien à faire, ils allaient dans les banlieues sensibles incendier des voitures, pour déchaîner aussi un peu l'ethnisme en France… Autrement dit, la logique de l'extrême droite, elle n'est pas seulement en Afrique, elle est aussi en France, et quand on commence à faire des saloperies d'un côté, on les fait aussi de l'autre. Tout ça est parfaitement lié.

Je passe maintenant à l'Angola, et là on va commencer à entrer dans la «mafiafrique», on va aller encore un peu plus loin dans le sordide. Et puis après ça, on va essayer de réémerger. L'Angola, c'est l'Irak ou le Koweït de l'Afrique : un pays qui a des gisements pétroliers gigantesques au large de ses côtes. Ce pays était en guerre civile depuis son indépendance en 1975. Lors du procès Elf, on a eu confirmation de ce que j'avais déjà écrit il y a plusieurs années : la France et Elf armaient les deux côtés de la guerre civile. Vous savez, tout ça, on a mis des années à le comprendre ; je vous accable aujourd'hui de dix ans de travaux mais moi-même, quand j'ai commencé à découvrir que la France finançait un côté d'une guerre civile, j'ai été scandalisé ; quand j'ai vu qu'elle en finançait

deux, j'ai été encore plus étonné ; et quand j'ai vu que c'était systématique, je me suis dit : «Bon, c'est quelque chose qui effectivement défie l'entendement». Mais c'est comme ça qu'on traite les pays d'Afrique. C'est comme ça qu'on traite les pays du tiers-monde, et il faut oser regarder ça en face. Donc, en ce qui concerne l'Angola, la France finançait les deux côtés de la guerre civile, Monsieur Tarallo finançant le gouvernement tandis que Monsieur Sirven finançait la rébellion Unita. Alors, évidemment, cette guerre civile pouvait durer longtemps. Et c'est toujours le même principe : on affaiblit un pays, ce qui réduit sa capacité de négocier la vente de son pétrole, etc.

Dans ce pays, il y a donc d'énormes gisements pétroliers, et là il faut se partager le gâteau. On fait ce qu'on appelle des consortiums, c'est-à-dire des camemberts. Dans un gisement classique, vous avez 42,5 % pour TotalElf, et 42,5 % pour une firme américaine ou britannique. Là, vous vous apercevez que le discours antiaméricain de la Françafrique c'est vraiment du pipeau, parce que dès qu'il s'agit de choses sérieuses, on se réconcilie. Mais le plus intéressant, ce sont les 15 % restants. Dans ces 15 %, vous avez par exemple 10 % pour une firme qui s'appelle Falcon Oil. Falcon Oil, c'est Monsieur Falcone. Ce vendeur d'armes, qui n'est pas plus pétrolier que vous et moi, a fondé une firme pétrolière. Où ça ? Aux États-Unis. Et ce proche de Pasqua, le pourfendeur des Américains, a aussi été le premier contributeur de la campagne de Bush, à égalité avec le PDG d'Enron. Donc, 10 % du gisement pour un vendeur d'armes. Et 5 % pour une firme de mercenaires... Vous voyez ainsi que dans l'exploitation des plus grands gisements

de la planète sont inscrits, quasi génétiquement, la fourniture de 15 % de biens et services de guerre : des armes et des mercenaires. Et vous vous étonnez après ça que la quasi-totalité des pays pétroliers africains soient plus ou moins constamment en guerre civile ? Il n'y a pourtant pas de quoi s'étonner : les armes et le pétrole, ça va en permanence ensemble.

Alors là, on va passer à la mondialisation. Pourquoi les armes et le pétrole sont-ils pratiquement le même commerce ? Pourquoi les principaux acteurs de l'affaire Elf – les Sirven, Marchiani, Tarallo, Lethier – sont-ils autant dans les armes que dans le pétrole ? Pourquoi l'affaire Elf a-t-elle été d'abord une affaire de ventes d'armes à Taiwan ? Tout simplement parce que le pétrole et les armes sont les secteurs de la plus grande corruption, avec des pourcentages de commissions allant de 20 à 30 ou 50 %, et que cette corruption, forcément, doit passer par les paradis fiscaux. Dès lors, commercer des armes et du pétrole, cela revient à maîtriser les flux financiers et les circuits bancaires dans les paradis fiscaux. Et c'est pour ça que Monsieur Sigolet, le bras droit d'André Tarallo dont je parlais tout à l'heure, pouvait à la fois vendre le pétrole, gérer la dette (ou plutôt escroquer la dette), et vendre des armes. Parce que c'est le même métier : un métier de finance parallèle dans les paradis fiscaux.

Et quand on y regarde de plus près, tous ces acteurs de la Françafrique et de l'Angolagate ne sont pas seulement dans les armes et dans le pétrole, ils appartiennent tous aux services secrets ou en sont des «honorables correspondants». Pourquoi ? Parce que les services secrets vous expliquent, depuis la guerre froide notamment, que jamais les gouvernements démocratiques

n'ont le courage – «les couilles», diront-ils – de voter les budgets qu'ils méritent. Et puisqu'on ne vote pas les budgets qu'ils méritent, ils se servent dans l'argent détourné sur les ventes d'armes, les ventes de pétrole, la dette, etc. Donc, ils sont branchés sur ces sources de revenus parallèles.

Et quand on y regarde encore d'un peu plus près, on s'aperçoit que leurs banques, leurs circuits sont totalement liés au blanchiment de l'argent. La Corsafrique des jeux, paris et casinos, omniprésente en Afrique, avait la même banque «spécialisée» qu'Elf, la Fiba. Je pourrais aussi vous parler longuement des trafics de fausse monnaie, de drogue, etc. On a une espèce de magma financier où armes, pétrole, services secrets, trafics criminels en tout genre sont en train de se mélanger.

Ces espèces de mélangeurs d'argent parallèle brassent chacun des centaines de milliards de dollars par an. En même temps, on assiste à une mondialisation des réseaux brasseurs. C'est cette évolution qu'il faut comprendre, parce qu'elle est très importante. Autrefois, nous avions une sorte de Françafrique nationale, c'est-à-dire que l'argent détourné de l'aide publique au développement, du pétrole, etc. était géré de manière bien française dans les réseaux de la Françafrique et de ses complices. Mais il y a des réseaux similaires en Grande-Bretagne, aux États-Unis, en Russie, en Israël, en Afrique du Sud, au Brésil, etc. Quand vous voyez les deux protagonistes de l'Angolagate, vous avez d'un côté Arcadi Gaydamak, riche de plus d'une dizaine de milliards d'euros, qui est protégé à la fois par l'ancien KGB russe, par le Mossad israélien et par la DST française, et Pierre Falcone qui est protégé par

la DST et par la CIA (et j'en oublie sûrement). C'est-à-dire que ces deux hommes représentent à eux seuls une très large palette des services secrets. Ces gens-là ne gèrent plus seulement des fonds parallèles de la Françafrique, mais ils gèrent les fonds parallèles de la Russafrique, les fonds parallèles de la Bushafrique, les fonds parallèles de la Blairafrique, et tout ce que vous voulez. Donc, vous avez une espèce de mise en connexion de l'ensemble des gestions des flux parallèles volés dans les budgets publics, sur les matières premières, sur les armes, etc.

Ce Monsieur Gaydamak est, avec son ami Khodorkovsky, l'un des «portiers» du détournement, au début des années 1990, du stock de richesses de l'ex-URSS : en l'espace de trois ou quatre ans, avec la complicité du trader (courtier) Marc Rich et de la banque Paribas, une banque tout à fait honorable, on a bradé à 10 % de leur valeur les immenses stocks stratégiques de l'ex-URSS (engrais, pétrole, diamants, aluminium, etc.), et constitué avec la différence, dans les paradis fiscaux, une somme au noir d'environ cinq cents milliards de dollars. C'est le trésor de guerre de ce qu'on appelle la mafia russe. C'est avec cela qu'a été racheté l'ensemble de l'économie russe, puis une partie de la Côte d'Azur, et même la plus vieille banque américaine... Mais là, les Américains ont trouvé que cela allait trop loin et qu'ils n'avaient pas passé tant de temps à essayer de mettre à bas l'ex-URSS pour se faire prendre à revers par les joueurs d'échec de la mafia russe, en train de prendre pied dans l'économie américaine. Mais c'est une autre histoire.

Tout cela pourrait paraître totalement fatal. Mais, en même temps que nous découvrons l'ampleur du

mal, nous commençons à mieux comprendre son cheminement. Par où passent toutes ces opérations ? J'espère que vous avez lu ou que vous allez lire l'un des deux livres majeurs de Denis Robert, *Révélation$* ou *La boîte noire*, des clefs pour la compréhension actuelle de la finance internationale. Je vais essayer de résumer très simplement les «révélations» en question. Ces livres vous expliquent comment les plus grandes banques mondiales ont constitué à Luxembourg et à Bruxelles deux coopératives, qui sont ce qu'on appelle des chambres de compensation. Quand dans une ville, à Lyon ou à Paris, vous avez cent banques ou davantage, elles ne se paient pas directement chacun des millions de chèques émis : elles se mettent toutes autour d'une table et, au lieu de se verser mutuellement toutes ces sommes, elles ne versent que la différence, le solde après compensation des montants en plus et en moins, ce qui limite énormément les restes à payer ; cela s'appelle une chambre de compensation. Eh bien, il y a deux chambres de compensation à l'échelle mondiale, l'une à Luxembourg, Clearstream, et l'autre à Bruxelles, Euroclear. Ernest Backes, coauteur de *Révélation$* avec Denis Robert, a été l'un des fondateurs de Clearstream. Il nous explique qu'à Clearstream, la moitié des comptes sont dans les paradis fiscaux, et une grande partie de ces comptes sont non déclarés. Représentez-vous la situation : les plus grandes banques françaises ont la moitié de leurs comptes non déclarés, dans les paradis fiscaux. Aujourd'hui, on estime que la moitié des transactions financières mondiales passent par les paradis fiscaux. Ce qui veut dire que toutes les grandes banques internationales et les multinationales ont un pied dans le

légal, les pays soumis à la loi et au fisc, et un pied dans l'illégal, les paradis fiscaux. Ce qui veut dire qu'elles peuvent faire à peu près ce qu'elles veulent.

Prenez l'exemple du Prestige : derrière ce pétrolier et sa marée noire à 6 milliards d'euros, il y a une vingtaine de sociétés-écrans établies dans des paradis fiscaux. Il y en a une pour traiter les marins philippins comme des quasi-esclaves avec des salaires de misère et sans droit du travail ; il y en a une autre pour faire de faux certificats de navigabilité ; il y en a une troisième pour cacher l'origine des produits toxiques qu'on transporte à l'intérieur ; il y en a une quatrième pour limiter la responsabilité de l'assurance ; il y en a pour masquer chacune des précédentes, et d'autres pour masquer celles qui masquent, etc. Les paradis fiscaux sont, comme l'explique le juge Jean de Maillard, des «mondes sans lois», une espèce de trou noir où on est en train d'effondrer l'ensemble des mécanismes de protection du conquis depuis cent cinquante ans (droit du travail, lois sociales et environnementales, etc.), à travers la possibilité offerte de ne plus respecter aucune règle, et en particulier de ne plus payer aucun impôt.

Alors, je change complètement de registre, et, pour terminer, je passe quand même à des perspectives un petit peu plus positives : la conquête des biens publics à l'échelle mondiale. Parce que nous n'avons pas fait que des saloperies dans notre pays, nous n'avons pas fait que la Françafrique. D'ailleurs, un certain nombre d'entre vous, je pense, avaient plutôt cette image positive, ils sont relativement surpris par ce que j'ai sorti des placards : peut-être quelques-uns devinaient que ça sentait mauvais, mais n'imaginaient pas que ça

puait à ce point-là. Pour vous détendre, je vous cite cette phrase de De Gaulle : «Foccart est très pratique : quand je pète, c'est lui qui pue.» Ça vous donne l'ambiance.

Donc, je viens à des choses plus positives : on en a fait dans notre histoire. En 1815, on avait une petite production nationale brute et on avait environ 15 % de biens publics – quelques routes, une police, une justice relative, une armée, etc. Après cent cinquante ans de revendications sociales, on est arrivé, avec une production beaucoup plus importante, à environ 45 % de biens publics. Je mets une frontière floue sur mon dessin parce que la frontière entre public et privé bouge sans arrêt. Qu'est-ce qui est bien public, qu'est-ce qui ne l'est pas ? Tout ça demanderait de très longs développements, mais là je vais être très schématique. Qu'est-ce qui s'est passé entre les deux dates ? Eh bien, des luttes très longues ont fait en sorte que la santé, l'éducation, un bout de droit au logement, la retraite, les congés payés, tout ça soit considéré comme des biens publics, soit financé par des prélèvements obligatoires. On en est arrivé à considérer qu'un minimum de solidarité sur ces questions de santé, de vieillesse, d'éducation était indispensable, que cela constituait les «biens de civilisation».

Les biens publics sont quelque chose qui est arraché à la logique de la marchandise. On en vient à dire : «Ce bien est tellement important pour notre société que sa fourniture doit surplomber les intérêts privés». On extrait donc ce bien à la logique privée en lui collant le qualificatif «public». C'est un acte politique, quelque chose de considérable. Même la Banque mondiale admet aujourd'hui, après de longues enquêtes,

qu'une population bien éduquée et en bonne santé est plus efficace qu'une population malade et analphabète. Ils ont mis beaucoup de temps à découvrir ça, à découvrir qu'en fait, y compris en termes strictement économiques, les biens publics étaient rentables. Et d'ailleurs, tous les pays qui sont classés en tête de l'indice du développement humain (IDH) calculé par les Nations unies ont tous un haut niveau de biens publics. Donc, à part quelques attardés, personne ne conteste plus la nécessité de biens publics, et les économistes sérieux sont convaincus qu'il en faut un niveau important, même si les ultralibéraux passent leur temps à essayer de les miner ou de les saboter.

Ce qu'il faut comprendre aussi, c'est que les biens publics sont un jeu à somme positive. Alors, je vais faire un tout petit peu de mathématiques, très rapidement mais en essayant de rester simple. En mathématiques, il y a plusieurs types de jeux. Les jeux à somme nulle, c'est ce qu'on apprend quand on est gamin et qu'on joue à la bataille : les cartes que je gagne, ce sont celles que je prends à l'adversaire, et le résultat du jeu, la somme de mes gains positifs et de ses pertes négatives, est nulle. Mais dans la vie, que ce soit familiale ou autre, ou que ce soit en économie ou ailleurs, il y a un certain nombre de jeux à somme positive, où on se retrouve avec davantage à la sortie que ce qu'on a mis en entrant. C'est, je dirais, le fondement de la civilisation : on peut «produire» plus à plusieurs que la somme des apports individuels. Et vous vous apercevez que les 55 % de biens privés dans la partie droite du grand rond (la production française aujourd'hui) sont beaucoup plus importants que les 85 % à droite du petit rond (la production française

en 1815). Parce qu'entre-temps, le développement de la santé, de l'éducation, etc. a créé des emplois, des compétences, des productions, et finalement on s'est retrouvé avec une économie beaucoup plus ample que ce qu'il y avait sous Napoléon. Et quand on ne cessait de répéter que les prélèvements obligatoires allaient faire crever l'économie, qu'on ne pourrait jamais financer un pourcentage de 45% de biens publics, qu'on ne pourrait pas payer les congés payés parce que sinon les entreprises s'effondreraient, c'était un mensonge ou une erreur de calcul – un raisonnement en termes de jeu à somme nulle. Or la vie, quand elle est bien conduite, n'est pas un jeu à somme nulle. D'où l'intérêt des biens publics.

Alors, qu'est-ce qui se joue maintenant au niveau mondial? Aujourd'hui, on a à peine 3 pour mille de biens publics à l'échelle mondiale, c'est-à-dire une aide au développement tout à fait relative, bien faible et très peu efficace. Or, si vous prenez les grands défis de ce monde – que ce soit les problèmes de l'effet de serre, les changements climatiques qui sont maintenant en grande partie inéluctables, que ce soit les problèmes des nouvelles maladies et épidémies, les problèmes de la sécurité alimentaire, de la pollution des océans, de la justice internationale (la prévention des crimes contre l'humanité), etc. –, on s'aperçoit de plus en plus que les éléments de réponse ne peuvent être construits qu'à l'échelle mondiale.

Et puis il n'y a pas que ces problèmes «naturellement» mondiaux. Il y a aussi la lettre extraordinaire de ces deux jeunes Guinéens qui se sont envolés dans une soute d'un avion vers la France en 1999, qui en sont morts de froid, et qui déclaraient aux dirigeants

européens: «Nous sommes des êtres humains, nous avons droit à l'éducation». À peine de déchirer ce que nous avons eu tant de mal à construire, notre seule Constitution mondiale, la Déclaration universelle des droits de l'Homme – «Les êtres humains naissent libres et égaux, en dignité et en droit», tout est dit dans cet article 1re –, eh bien, nous ne pouvons pas ne pas entendre la revendication de ces deux jeunes Guinéens. J'ajouterais: on ne préservera pas non plus notre système national de santé et de sécurité sociale si quelque part on ne trouve pas comment soigner les autres habitants de la planète. Le médecin qui soigne des sans-papiers, il fait déjà du bien public à l'échelle mondiale, et il ne peut pas ne pas le faire sauf à renier le serment d'Hippocrate.

Donc, en fait, nous allons être obligés par tous les bouts à construire des biens publics à l'échelle mondiale. Et c'est une perspective tout à fait enthousiasmante, parce que l'aide publique au développement, c'était quand même une sorte de charité plus ou moins paternaliste, et d'ailleurs en grande partie dévoyée. Mais souvenez-vous de la logique des jeux à somme positive: si on se bat ensemble pour créer des biens publics à l'échelle mondiale, ce n'est pas nous qui allons aider les peuples du Sud, c'est eux qui vont nous aider en recréant des jeux à somme positive dont nous allons tous bénéficier. On voit bien en fait qu'une grande partie de nos difficultés actuelles en France proviennent d'une conception totalement malthusienne, réductrice de l'économie – une perspective européocentrée, ou occidentalocentrée. L'entrée en jeu de milliards de personnes supplémentaires ne peut qu'enrichir considérablement le jeu et réouvrir des jeux à

somme positive. Par conséquent, aujourd'hui, se battre pour la santé à l'échelle mondiale, pour l'éducation à l'échelle mondiale, pour prendre en charge les problèmes à l'échelle mondiale, c'est en fait construire un monde plus vivable, y compris pour nous.

Mais il n'y a pas seulement cet aspect constructif. Il y a aussi la lutte contre un aspect destructif. Parce que si même un Jean-Christophe Mitterrand, qui plaide l'innocence dans tous les sens du terme, est capable de planquer treize millions de francs en Suisse pour échapper à l'impôt ; si aujourd'hui tous les particuliers fortunés reçoivent quotidiennement des mails ou des fax leur expliquant comment ne pas payer d'impôts ; si les plus grandes entreprises se voient également expliquer tous les jours comment ne pas payer l'impôt, on comprend que bientôt, il n'y aura plus que les pauvres et les imbéciles pour payer leurs impôts, ce qui ne fera pas lourd. En fait, à quoi servent les paradis fiscaux ? Les paradis fiscaux servent à détruire le fisc, à avoir un taux d'impôt zéro. S'il y a un taux d'impôt égal à zéro, adieu éducation, santé, etc. Pourquoi croyez-vous qu'on baisse en Europe les taux d'impôts sur le revenu ? Parce qu'il y a une espèce de concurrence effrénée et sans limites impulsée par les paradis fiscaux, y compris ceux qui se trouvent au cœur de l'Europe : le Luxembourg, Andorre, Monaco... Les paradis fiscaux, ce ne sont pas des endroits exotiques ; ce sont des territoires positionnés à la frontière des pays les plus développés pour pouvoir gérer la partie de l'argent noir que je vous ai décrite tout à l'heure.

Cela devient tout à fait clair : la multiplication des paradis fiscaux (70 environ) est en train de détruire littéralement, et à beaucoup plus brève échéance que

vous ne le pensez, cent cinquante ans de conquête sociale. Si nous ne luttons pas contre les paradis fiscaux, dans cinq ans, il n'y aura plus de quoi payer les retraites, la santé, ni quelque bien public que ce soit. Mais en même temps, nous découvrons que ces paradis fiscaux ne sont pas du tout aussi inatteignables qu'on le croit. Fermer des paradis fiscaux comme Monaco, est-ce si insurmontable ? Je ne sais pas combien de temps résisterait l'armée de Monaco... L'ancien directeur de la Caisse des dépôts et consignations – la plus grande banque française, a déclaré qu'on pouvait quasi instantanément interdire les fonctionnements hors-la-loi des paradis fiscaux, parce que ce sont des pays tout à fait vassaux, ce ne sont que des serviteurs de la finance parallèle. C'est seulement une question de volonté politique. Autrement dit, si nous ne sommes pas capables – vous tous, là – de convaincre nos concitoyens européens que tout ce qui a été construit en matière d'Europe sociale va disparaître si on ne fait pas, dans les cinq ans, un référendum exigeant la fin des paradis fiscaux, nous allons tous retourner à la barbarie, cent cinquante ans en arrière.

Et donc j'en termine en m'adressant à ceux qui avaient un peu perdu leur boussole politique : aujourd'hui, si nous voulons préserver les biens publics dans nos pays, nous n'avons qu'une seule issue, c'est de créer des biens publics à l'échelle mondiale. Ça, c'est pour le positif. À l'opposé, nous avons un adversaire qui concentre l'ensemble des potentiels de destruction de l'environnement, des droits sociaux, des biens publics au Nord et au Sud – ce qui fait que, citoyens du Nord et du Sud, nous avons exactement les mêmes intérêts en la matière –, ce sont les paradis fiscaux et

les centres de l'économie criminelle, dont je pourrais vous parler davantage lors du débat si ça vous intéresse. Voilà notre axe du bien et du mal, qui n'est pas exactement le même que celui de Monsieur Bush.

Débat

QUESTION : *Monsieur Verschave, je suis originaire du Congo-Brazzaville. Nous nous sommes rencontrés en 1999. Tout ce que vous avez dit, je l'ai vécu : les gens souffrent, les gens souffrent énormément. Ni la marche qu'on a faite sur Matignon en 1998, ni aucune des manifestations similaires ne sont passées à la télé française, alors que les actions de nos compatriotes, que ce soit en Angleterre ou au Canada, ont fait l'objet de reportages. Ma contribution, je voudrais l'adresser à mes collègues en fonction des éléments que Monsieur Verschave a dégagés à propos du Congo-Brazzaville. Il y a aujourd'hui de plus en plus de jeunes enfants, de mineurs et de femmes isolés, des personnes malades qui arrivent et qui ont besoin de nos structures. Et souvent, pour la plupart, ils n'ont pas de papiers. En général, on leur demande : «Mais pourquoi êtes-vous partis ?» Monsieur Verschave a énuméré les raisons qui font qu'à certains moments les gens n'ont plus d'espoir. Et cette recherche de se poser quelque part, je pense que nous, en tant que travailleurs sociaux, nous devons y prêter attention. Je croise tous les jours autour de Château-Rouge des enfants qui arrivent, des jeunes mères qui arrivent, des mineurs isolés, et ces gens sont en grande détresse parce que les structures en France deviennent peu accessibles.*

FRANÇOIS-XAVIER VERSCHAVE : Comme vous le dites, les tragédies d'un certain nombre de demandeurs d'asile, de sans-papiers, etc. sont les méfaits d'une politique qui est menée sans que nous le sachions, et qui a conduit au pire. Aujourd'hui, on n'a plus d'autre choix

que de construire tous ensemble un monde différent, dont nous avons tous les éléments dans notre mémoire. Personne en 1850 ne pensait qu'il y aurait un jour la Couverture maladie universelle, cela paraissait utopique. Nous avons en nous une force, des convictions, qui nous disent: «Les biens publics, c'est possible!». Mais cela suppose d'identifier ce contre quoi nous voulons lutter. Aujourd'hui, les choses sont extrêmement simples: ou bien, en regardant en face la situation des sans-papiers que vous évoquez, on se dit qu'ils nous obligent à changer les lois, à changer le fonctionnement du monde, ou bien, quelque part, on rentre dans la guerre de tous contre tous, et on sait où ça nous mène.

*

QUESTION: *Je pense qu'on est un certain nombre à être surpris par les données que vous apportez, et vous expliquez bien que si on est surpris, c'est parce qu'on est mal informés. Et on est plus que mal informés, on n'est pas informés. Alors, quelle stratégie sur le plan médiatique? Pour l'instant, la vérité, elle passe par des petits éditeurs courageux, par quelques revues. Mais même votre présence ici fait un peu figure d'accident: j'imagine un travailleur de l'Aide sociale à l'enfance dans un foyer départemental des Hauts-de-Seine serrant il y a quelques années la main à Monsieur Pasqua qui venait voir les gamins alors qu'il était président du Conseil général de ce département. On n'entend pas un discours tel que le vôtre dans tous les centres de formation de travailleurs sociaux. Comment diffuser l'information? Quelle stratégie voyez-vous? Au niveau des médias alternatifs? Voilà: ma question porte sur la difficulté d'être entendu.*

FRANÇOIS-XAVIER VERSCHAVE: C'est la question centrale. Certains nous accusent d'être des adeptes de la théorie du complot alors que je me serais bien passé de rencontrer tout ce que je vous ai décrit. Je n'avais pas du tout envie de voir ça. Je préférerais que ça n'existe pas. Mais le problème, c'est que ça existe. Ça existe, on en voit les dégâts, et à partir de là, on est obligé d'essayer de comprendre. Or, ce fonctionnement, quelle est sa caractéristique? C'est qu'il est secret, et donc, il craint la lumière. Dans la mesure où vous braquez les projecteurs sur ce fonctionnement, ceux qui le dirigent doivent commencer à reculer. Il s'agit de ceux que l'historien Fernand Braudel appelle les tenants de l'économie-monde, ceux qui contrôlent un certain nombre de rouages à l'étage supérieur de l'économie. Ces gens-là tiennent en permanence un double langage, où le vice rend hommage à la vertu. Leur fonctionnement, c'est de s'abstraire des règles – ne pas pratiquer la concurrence qu'ils prônent aux autres, ni la démocratie – mais ils ont besoin de rendre hommage au libre jeu du marché, aux vertus de la concurrence, à la démocratie, aux droits de l'Homme, etc. Ils ne peuvent pas supporter qu'on expose trop crûment le cynisme extrême de leur comportement.

Je prends un exemple. Vous savez sans doute à quel point les firmes pharmaceutiques ont un contrôle monopolistique sur les médicaments, d'où ils tirent des profits absolument démentiels, ce qui aboutit à ce que trente millions d'Africains ne soient pas soignés pour le sida. Eh bien, il a suffi qu'un groupe de malades et d'activistes se mette à leur crier: «Marchands de mort, marchands de mort, marchands de mort...» pour attaquer au cœur leur fonds de commerce, qui

est d'être marchands de vie. Et donc, à partir de là, ils n'ont plus fait que reculer, et ils n'ont pas fini de reculer, car ils sont touchés au cœur de leur propagande, de leur hommage du vice à la vertu. C'est ce style de stratégie qu'on peut développer.

Au cours de l'histoire, chaque fois qu'il y a eu de grands changements dans les règles du jeu, ce sont les oligarchies et les mafias qui ont été les plus habiles à tirer parti de l'absence de lois définies dans les nouveaux systèmes en gestation. Ceux qui demandent et construisent des régulations et des biens publics, c'est-à-dire la société civile – nous tous –, nous démarrons avec un temps de retard. Eux sont un moteur au super, nous sommes un moteur au diesel : on démarre beaucoup plus lentement mais on va plus loin. Le mouvement altermondialiste qui a démarré à Porto Alegre a déjà éclipsé en l'espace de trois ou quatre ans le forum des «maîtres du monde» à Davos. Il est en train de fédérer les énergies de manière incroyable. Il y a quelques années, les défenseurs de l'environnement, les défenseurs des droits de l'Homme, les défenseurs de la solidarité internationale se tiraient dans les pattes en disant : «Ce que fait l'autre, c'est nul, ça ne sert à rien, ça ne veut rien dire, etc.» Or, aujourd'hui, je le vois tous les jours, ces gens-là sont en train d'ajuster leurs logiciels, de se rendre compte qu'ils ont les mêmes objectifs et qu'ils ont les mêmes adversaires. Il y a une espèce de prise de conscience qui identifie de plus en plus clairement l'origine de nos maux.

Maintenant, le problème, c'est le retard dans la communication et dans l'information. Alors là, il y a plusieurs manières d'envisager le problème. Aujourd'hui,

il y a deux cents personnes de plus qui sont au courant : ce n'est pas rien. Il y a aussi des ouvrages, qui ne sont pas seulement confidentiels. *Noir silence*, une brique de six cents pages, s'est vendu à cinquante mille exemplaires, et en Afrique, chaque ouvrage se lit des dizaines de fois. Grâce à quoi ? Entre autres, aux erreurs de l'adversaire. De toute façon, on est toujours battu si l'adversaire ne fait pas d'erreurs. Or, quand la Françafrique a trouvé que ce livre allait trop loin, plutôt que de faire un procès en diffamation qu'elle risquait de perdre, elle a envoyé trois valets africains faire un procès pour «offense à chef d'État» qu'ils étaient en principe sûrs de gagner. Moralité, ça a eu un effet boomerang : ça s'est retourné totalement contre eux, ça a boosté les ventes d'une manière extraordinaire, ça a rendu plus illégitimes encore les pouvoirs qui étaient décrits dans ce livre comme dictatoriaux et prédateurs. Il faut utiliser toutes les méthodes disponibles. Il faut faire un travail inlassable d'élucidation, et c'est ce que nous faisons : nous publions chaque année de nombreux ouvrages, enquêtes, etc. Il faut tenter de diffuser ces travaux, malgré la politique de l'édredon. Maintenant, plutôt que d'attaquer un ouvrage, on se contente de ne plus en parler : après *Noir Silence*, j'ai écrit *Noir Chirac*, il n'y a pas eu un seul procès en diffamation, quasiment pas un seul article dans la presse. Nous en avons quand même vendu quinze mille exemplaires, mais on voit bien que l'effet d'édredon est plus efficace que l'attaque. On peut quand même espérer de nouvelles erreurs de l'adversaire. On peut espérer que vont se manifester des gens dans le système qui sont écœurés par ce qui s'y passe, et il y en a de plus en plus...

Et puis, on peut continuer d'appliquer la maxime de Guillaume d'Orange : «Rien ne sert d'espérer pour entreprendre, ni de réussir pour persévérer». Je vous rappelle que l'ensemble des conquêtes sociales obtenues depuis cent cinquante ans ne l'ont été que par une somme de défaites. Parce que la société civile, quand elle réclame, quand elle s'indigne, n'est pas composée de gens capables de prendre le pouvoir. Donc, le pouvoir récupère ces demandes et la société civile est toujours frustrée : elle a l'impression qu'elle n'a rien obtenu. Sauf que, à chaque coup de boutoir, le pouvoir recule, et à force d'en donner, il recule beaucoup. Mais on ne voit pas son recul. C'est comme la descente d'un glacier : si vous ne le filmez pas au ralenti, vous n'allez pas voir qu'il descend. Je reprends l'exemple des gens qui, il y a cent cinquante ans, ont commencé à créer des mutuelles de santé, à refuser que les accidentés du travail soient contraints de mendier dans les rues. Vous leur auriez dit que cent cinquante ans plus tard, il y aurait la Couverture maladie universelle, ils vous auraient pris pour un fou. Mais quand il y a eu la Couverture maladie universelle, qui est descendu dans la rue ? Il n'y a que les squelettes qui ont dansé dans les cimetières. Parce que nous étions déjà dans l'attente d'autres choses et que nous ne voyions pas ce qui était arrivé, et qui est extraordinaire par rapport à tout ce qui a existé précédemment. Donc, le mouvement social gagne par la somme de ses défaites. À condition de se battre, bien évidemment. On n'a des défaites que si on se bat.

*

QUESTION : *Que pouvez-vous dire de la justice ? Parce que, par exemple, Pasqua est toujours président du Conseil général.*

FRANÇOIS-XAVIER VERSCHAVE : Dans la justice, il y a plusieurs phénomènes. Il y a des gens qui disent que la justice est inique, ce qui parfois est exact, mais pas toujours. En fait, les corporations peuvent jouer un rôle négatif ou positif. Prenons l'histoire de la Cour pénale internationale. En 1948, après le génocide des Juifs, l'opinion mondiale a clamé «Plus jamais ça !». On a réuni la conférence de Genève pour établir les fameuses conventions interdisant le génocide. Mais les États ont envoyé leurs meilleurs juristes pour faire en sorte que ces conventions soient inapplicables... Pendant cinquante ans, un certain nombre de magistrats et de juristes ont travaillé pour rattraper ça et créer enfin un outil permettant de juger les génocides et les crimes contre l'humanité. C'est la corporation qui a été le principal moteur de cette avancée extraordinaire que constitue la première Cour pénale internationale. Donc, en fait, la justice est aussi portée par les juges. Pour vous donner une deuxième source d'encouragement, je vous retrace l'histoire de l'avocat Jacques Vergès : il y a cinquante ans, il défendait les indépendantistes algériens et il inventait la stratégie de rupture pour dénoncer la justice coloniale inique ; le même Jacques Vergès cinquante ans plus tard, aux côtés désormais des dictateurs africains et de leurs complices, se voit obligé avec d'autres avocats d'inventer de nouvelles stratégies de rupture pour, cette fois, essayer de déstabiliser les «petits juges», les Courroye et compagnie, qui se mettent à attaquer les intérêts de la Françafrique. Comme si, quelque part,

un certain nombre de juges étaient passés du côté de la justice...

Alors, évidemment, du côté des réseaux, on essaie de placer des hommes sûrs aux gares de triage judiciaires pour essayer de faire échouer ou s'enliser un certain nombre de procédures. Mais ce combat-là aussi est loin d'être perdu. C'est le combat du citoyen. Est-ce que le juge de base va adhérer aux principes des systèmes mafieux que je viens de vous décrire ou est-ce qu'il va faire son travail ? C'est une question qui est portée par chacun d'entre nous. C'est ce que j'explique à la fin de *La Françafrique* : ces systèmes ne sont pas seulement des systèmes impersonnels, ils ont besoin d'adhésion. Est-ce que nous adhérons aux pires saloperies ou est-ce que nous résistons ? On a vu dans l'histoire que les résistants, ça pouvait exister, et que parfois ils pouvaient gagner.

*

QUESTION : *Vous parlez de résistance, vous avez parlé de référendum. Mais vous avez aussi montré que la démocratie pouvait être détournée au moment des élections. Alors, est-ce que le référendum contre les paradis fiscaux est vraiment la bonne solution ?*

FRANÇOIS-XAVIER VERSCHAVE : Je ne sais pas. C'est une idée parmi d'autres. Mais ce dont je suis sûr, c'est que si nous n'arrivons pas à faire un travail pédagogique pour expliquer à l'opinion publique, aux citoyens européens, que ce à quoi ils tiennent le plus, c'est-à-dire la construction d'un bloc de biens publics, va être détruit par le jeu des paradis fiscaux, alors nous allons tout droit à la barbarie. Pour moi, c'est absolument limpide. Et je pense que si nous n'arrivons

pas à convaincre, nous allons effectivement vers la destruction du droit du travail, une délocalisation des principales entreprises. On ne cesse déjà d'en voir des exemples, même dans les services : la principale banque anglaise a délocalisé en Inde tous ses services de réponse téléphonique, en formant les Indiens à l'accent de Cambridge... C'est très bien pour le travail des Indiens, mais ça veut dire simplement que nous sommes dans un système de concurrence par le bas dans tout le domaine des droits du travail et des salaires. Si on continue de regarder *Loft Story* en voyant tout ça prospérer, on va tout droit vers la perte de ce à quoi nous tenons le plus. Donc, c'est un problème de sensibilisation et de mobilisation. Et ce qui me paraît extraordinaire, c'est qu'un méfait aussi majeur, la criminalité financière dans les paradis fiscaux, soit aussi absent dans les discours de la gauche, de toute la gauche. Qui a regardé ce film fameux de Denis Robert, *La mondialisation expliquée à un ouvrier de Daewoo* ? On y voit que tout ça, ce n'est pas si compliqué. Encore faut-il prendre un tout petit peu la peine d'essayer de comprendre.

*

QUESTION : *Quel rôle jouent les ONG ?*

FRANÇOIS-XAVIER VERSCHAVE : Là, je vais devoir un peu braudéliser. Fernand Braudel, c'est quelqu'un qui peut vous aider à comprendre un certain nombre de choses. C'est selon moi le plus grand historien du XXe siècle, il a fourni une représentation, une architecture des phénomènes mondiaux qui est extrêmement intéressante. Braudel vous explique l'histoire de la construction de l'économie et de la société comme une maison

à trois étages[2]. Vous avez le rez-de-chaussée, dans lequel l'humanité a vécu pendant un million d'années, qui est l'étage de l'économie de subsistance et familiale. Et puis ensuite apparaît, il y a dix ou quinze mille ans, l'échange de proximité, l'échange local, l'échange ville-campagne, avec les premières petites agglomérations et leur place du marché. Ensuite s'est développé, avec les grandes caravanes, puis les navires à longue distance, puis les avions, les télécommunications, ce que Braudel appelle «l'économie – au – loin». L'économie du rez-de-chaussée ne pratique pas encore les règles du jeu ; l'économie locale pratique les règles de l'échange ; l'économie-monde, à l'étage supérieur, n'a plus qu'un souci : c'est se placer au dessus des lois, être suffisamment éloignée, suffisamment forte pour ne plus subir aucune concurrence et être en position de monopole. Quand Bill Gates fait l'éloge du marché, on peut rigoler : Microsoft a 80 % du marché, il n'a pas vraiment de concurrence, et on pourrait citer quantité d'autres exemples – les firmes pharmaceutiques, les firmes d'armement, les firmes pétrolières... Donc, vous avez un étage de l'économie qui ne pratique pas encore les règles du jeu, un étage qui les pratique et un étage qui ne les pratique plus.

En politique, c'est la même chose : on a le clan et la famille au rez-de-chaussée, la démocratie locale à l'étage central (la démocratie a toujours été locale) et la macropolitique ou la politique-monde à l'étage supérieur. À cet étage-là, vous savez bien qu'on est

2. Ce qui suit est développé dans *Libres leçons de Braudel* (Syros, 1994), à compléter par un article paru dans la revue *Agone*, n° 22, 1999, p. 13-20 : *On joue mieux avec un ballon gonflé...*

encore très loin de la démocratie... Le football maintenant : on apprend le football dans la rue, au rez-de-chaussée ; il y a des dizaines de millions de gens qui le pratiquent en amateurs en suivant les règles du jeu, à l'étage central ; mais quand on s'appelle Berlusconi ou Bernard Tapie, à l'étage supérieur, on commence à trouver que la glorieuse incertitude du sport, il ne faut quand même pas exagérer... (Cela est vrai aussi pour les médias, la culture, la science, etc. Vous avez, dans la construction de la société, trois niveaux : au milieu le niveau quotidien de la plupart des gens ; en dessous, le niveau de l'intimité, de la familiarité, qui est un niveau très important parce que c'est le socle, là où nous nous enracinons ; et le niveau supérieur, où l'obsession des acteurs est de ne plus pratiquer aucune déontologie, aucune règle du jeu. Ces étages sont inévitables. Tout cela a de nombreuses implications.

En fait, vous avez deux types de société : vous avez les sociétés en sablier et les sociétés en ballon de rugby. Les sociétés en ballon de rugby, c'est celles où l'étage des règles du jeu – qu'elles soient économiques, politiques ou autres – s'est dilaté. Cette confiance dans les règles du jeu a dilaté l'étage central. Grâce à quoi un certain nombre de gens qui étaient enfermés à l'étage inférieur – comme les femmes pendant des millénaires – ont pu accéder à cet étage des règles du jeu, tandis que l'étage supérieur est suffisamment tenu par les contre-pouvoirs pour que ses délires soient en permanence ramenés à la raison, confrontés aux règles du jeu. C'est dans ce type société que peuvent se construire des règles des jeux à somme positive. Dans la théorie des biens publics, il y a ce qu'on appelle le problème du passager clandestin : si vous

avez 10% de passagers clandestins, vous continuez à faire fonctionner un système de transport public, mais si vous en avez 70%, les derniers qui payent encore leur billet se disent: «Je suis le dernier des imbéciles, seuls ceux qui fraudent sont gagnants, moi aussi je ne vais plus payer». Cela vaut pour tous les systèmes de prélèvements obligatoires: personne ne veut être le dernier et le seul à payer ses impôts et ses charges. À ce moment-là, le ballon de rugby se dégonfle. Pour créer des biens publics, il faut de la confiance. Mais si le ballon de rugby est crevé, il va se mettre à ressembler à un sablier. Dans les sociétés en forme de sablier, il n'y a plus que des très pauvres et des très riches, on n'a plus que des jeux à somme nulle, avec une violence extrême, parce que pour être riche, il faut voler le pauvre, le piller, voire l'assassiner, comme dans un certain nombre de pays d'Amérique latine ou d'Afrique.

Qu'est-ce qui s'est passé en Afrique? En l'an mille, il y avait les trois étages braudéliens: il y avait bien sûr le clan, la famille, puis il y avait quantité de localités où se pratiquait l'échange local, et au-dessus un étage macro-économique et macropolitique (des caravanes qui traversaient le Sahara, des navires qui allaient jusqu'en Chine, des États considérables). Qu'ont fait la colonisation et l'esclavage? Les Portugais et les Européens ont commencé par encercler l'Afrique, la coupant de l'économie-monde, puis l'Europe l'a colonisée, on a folklorisé l'étage de l'échange local. L'Afrique a survécu à ces agressions extraordinaires de la traite et de l'esclavage en se repliant sur le clan et la famille, puis en hypertrophiant la solidarité à ce niveau du rez-de-chaussée. C'est ce qui l'a sauvée. Qu'est-ce que c'est que l'indépendance? C'est reconstruire l'ensemble des étages à partir des valeurs conservées au rez-de-chaussée. Qu'est-ce qu'on a fait avec la néocolonisation? On a pris en bas des clans et des familles et on les a mis à l'étage supérieur, en faisant tout ce qu'on peut pour empêcher que ne se dilate à nouveau l'étage intermédiaire, celui des contre-pouvoirs et de la société civile. Et donc on a des sociétés extrêmement violentes.

Que font les meilleures ONG? En fait, elles travaillent à l'étage intermédiaire. Mine de rien, en ayant l'air de creuser un puits ou de monter un grenier à nourriture, elles travaillent à la recomposition de la démocratie locale et des échanges locaux. Et par conséquent, elles font de la démocratie sans le dire, parfois sans le savoir, en contribuant à regonfler l'étage intermédiaire. Ça, c'est pour les meilleures. Parfois, il y en a qui sont seulement un alibi pour la poursuite d'activités criminelles. Mais c'est un autre problème.

*

QUESTION: *Je suis consciente depuis plusieurs années du problème de la désinformation et de la non-information. Mais j'ai besoin d'un éclaircissement: qu'est-ce que les journalistes ont à y gagner?*

FRANÇOIS-XAVIER VERSCHAVE: C'est assez simple à comprendre. Il y a un livre assez passionnant à lire, parce qu'on comprend parfois mieux ce qui se passe à l'étranger qu'en France. Vous savez qu'aux États-Unis, il y a une espèce de dévotion pour la liberté de la presse. Un ouvrage qui vient de sortir, *Black List*, raconte l'aventure d'une quinzaine de journa-

listes américains parmi les plus réputés. Ils avaient reçu tous les honneurs, tous les prix de la profession, Pulitzer ou autres. Et puis un jour, ils sont tombés sur un sujet tabou. Il n'y a pas tellement de sujets tabou, mais il y en a quelques-uns. Et ce jour-là, ces gens qui étaient encensés ont vu leur carrière cassée, toujours avec les mêmes mots : qu'ils sombraient dans la théorie du complot – tout simplement parce qu'ils avaient prouvé que la CIA était l'un des principaux pourvoyeurs de drogue aux États-Unis, parce qu'ils avaient découvert que la raison de la disparition d'un avion civil au large des côtes américaines n'avait rien à voir avec la version officielle, parce qu'ils remettaient en cause le comportement des troupes américaines au Vietnam, etc.

Eh bien, dans la société française, il y a trois ou quatre sujets tabous : il y a le nucléaire, il y a certaines pratiques dans le domaine de la santé, il y a la Françafrique... Et là, vous avez un verrouillage, c'est-à-dire que les directeurs de journaux et de médias – surtout dans les supports les plus crédibles – se voient carrément imposer des journalistes liés, avec quelque part un fil à la patte. Comment tient-on les journalistes dans les domaines réservés ? Les méthodes classiques, comme me l'expliquait une journaliste spécialiste de l'Afrique, marchent toujours : l'argent, le sexe, l'alcool, parfois les trois. Et puis, la France est quand même le seul pays occidental à avoir un fichage de l'ensemble des journalistes par les Renseignements généraux. Cela permet le chantage si un journaliste a commis quelque peccadille. Enfin, il y a une méthode plus moderne, le «dopage». Comme le confient dans leurs mémoires les anciens directeurs des services

secrets, il leur arrive souvent de rendre des services à des journalistes. Un journaliste peut avoir tout d'un coup trois cents personnes qui travaillent pour lui. Leur métier ? Agents de renseignement... Trois cents personnes qui travaillent pour vous, ça aide à sortir des scoops ! Vous devenez l'un des meilleurs journalistes de votre génération. Seulement, si on ne vous fournit plus, vous êtes en manque. À ce moment-là, il faut payer le loyer, par une désinformation stratégique. Je ne parle pas de la presse dite «franco-africaine», comme *Jeune Afrique*, qui ne cache même plus ses longues relations avec Foccart – qui lui a légué ses archives. Elle est plus riche des articles qu'elle n'a pas publiés que des articles qu'elle a publiés, : quand elle a préparé un article gênant, elle demande au dictateur concerné combien il l'achète.

Vous avez ainsi un certain nombre de mécanismes dont l'objectif est le même : sur certains sujets, on désinforme. Et on désinforme d'autant mieux sur un sujet qu'on ne désinforme pas sur d'autres sujets moins importants.

*

QUESTION : *Est-ce que ces pays africains sont tous condamnés à perpétuité ? On voit comment la décolonisation a perduré à travers d'autres systèmes. Alors qu'est-ce qui va se passer ?*

FRANÇOIS-XAVIER VERSCHAVE : L'histoire nous montre que de temps en temps, il y a quand même des réactions. Quand les gens touchent le fond, ils réagissent. Et moi, j'ai quand même une confiance très forte dans la capacité des Africains à réagir. Je pense qu'il y a eu une génération qui s'est fait endormir, anesthésier.

Après l'élimination des leaders indépendantistes, une partie des élites a cru aux discours de la Banque mondiale, de la démocratie promise par la France, de la coopération, de l'aide publique. En même temps, il y a depuis quelques années une montée des prises de conscience. Ce n'est pas par hasard que des ouvrages destinés au public français, comme *Noir silence* ou *La Françafrique* (je ne les avais pas du tout conçus et écrits pour les Africains), ont eu autant de lecteurs africains. Certains m'ont dit : «C'est extraordinaire, on a l'impression que vous racontez ce que nous avons toujours vécu». Je restitue simplement ce que l'on m'a apporté : ce sont des milliers de témoins africains qui sont venus nous expliquer ce qu'ils vivent dans leur pays. Leur problème, c'est que ces pays ont été divisés par les politiques coloniales, éparpillés ; avec de surcroît la répression des dictatures, aucun de ces témoins n'avait la possibilité de rapprocher la situation d'oppression que lui-même éprouve de celle que vit le voisin. En lisant nos synthèses, ils se rendent compte qu'ils ont les mêmes adversaires. Cette prise de conscience progresse à toute allure. Elle a abouti entre autres à ce qu'aujourd'hui, alors qu'il n'y avait pratiquement aucun président africain légitimement élu il y a quinze ans, il y en a aujourd'hui plus d'une douzaine, un bon quart. Et presque chaque année, on observe de nouvelles conquêtes de la démocratie, parfois inattendues. Ces derniers temps, il y a eu Madagascar, le Kenya, le Ghana. Des pays aussi importants que le Nigeria ou l'Afrique du Sud, de manière imparfaite certes, ne sont plus des régimes néocoloniaux.

Il y a selon moi deux principaux poisons néocoloniaux : la soi-disant fatalité de la corruption et l'instrumentalisation de l'ethnisme. Le jour où les Africains mesureront l'ensemble des ressources dynamiques et des anticorps dont ils disposent contre ces poisons, ce jour-là, ils gagneront une force considérable, et ils enverront promener tous ces mécanismes qui les oppressent. Mais comme tous les changements de mentalité, ce n'est pas immédiat.

*

QUESTION : *Je travaille dans la prévention dans un quartier difficile, avec la misère, la violence. Et ce que je remarque, c'est que les gens sont tellement illuminés par les biens de consommation que, à mon échelle, je me sens souvent impuissante, voire même j'ai l'impression de cautionner ça. Je n'ai aucune marge de manœuvre pour les aider à ouvrir les yeux. Comment faire ?*

FRANÇOIS-XAVIER VERSCHAVE : Premièrement, je crois à une certaine force d'un langage de vérité. Le principe des dysfonctionnements actuels – l'excroissance de la sphère du secret et de l'impunité par rapport à la sphère publique et démocratique –, c'est quelque chose de très facile à expliquer et ça peut être compris par beaucoup de gens. En tant qu'éducateurs, vous êtes quelque part les représentants du fonctionnement de la société civile, avec ses règles du jeu à somme positive, vous pouvez expliquer en des mots simples la réalité de cette société, pas seulement dans ses aspects négatifs mais en rappelant toute une histoire positive, extraordinaire, de construction des biens publics. Si je suis encore vivant aujourd'hui, c'est parce que je n'en

suis pas resté aux chocs que j'ai reçus en découvrant des choses ignobles, c'est parce que je sais aussi qu'il y a des choses extraordinaires, des gens extraordinaires, que nous sommes aussi l'héritage de combats, de résistances formidables. Si nous pouvons tenir le langage de la vérité, c'est parce que le côté sombre n'est pas le seul de l'histoire.

D'autre part, rien de ce que vous pouvez faire ne peut se faire de manière individuelle. Si vous êtes un individu parmi d'autres individus, vous n'avez aucune chance. Comment se font les grands changements, les vraies révolutions ? Le philosophe Castoriadis explique ça assez bien. Il dit : la société, c'est comme l'eau qui dort, le plus souvent ça ne bouge pas. La situation devient intenable et la société ne bouge pas – elle se contente de regarder *Loft Story* ou *Batman*... Mais en fait, qu'est-ce qui se passe ? Vous êtes révoltés, je suis révolté, chacun est révolté dans son coin. Chacun a son petit logiciel d'indignation. Seulement, ces logiciels sont incompatibles. Et puis, à certains moments de l'histoire, il y a des groupes qui commencent à se former et des logiciels qui commencent à devenir compatibles ; et puis les groupes accordent leurs logiciels. Le jour où tous les logiciels s'accordent, rien ne peut résister à la tempête qui se déchaîne à la surface de l'eau. Le problème de la mise en accord des indignations, c'est à cela qu'il faut travailler.

*

QUESTION : *Je trouve qu'il y a quand même un paradoxe dans le regard de l'Afrique sur la France. Si on prend l'exemple du dernier voyage de Jacques Chirac en Afrique, on a l'impression que cela soulève un engouement populaire très fort des Africains vis-à-vis de la France. C'est paradoxal, non ?*

FRANÇOIS-XAVIER VERSCHAVE : Il y a un effet de propagande. Vous savez, il y avait encore, trois mois avant la Libération, des foules incroyables qui applaudissaient Pétain, et les mêmes ont applaudi De Gaulle quelques jours plus tard... Dans toutes ces images, il y a une part de mise en scène considérable. Moi-même, je rencontrais en même temps des Maliens, je peux vous dire que les Maliens n'ont pas pour Chirac l'adoration que peut nous présenter la télévision.

Et puis, Chirac surfe aussi sur quelque chose de positif, sa trahison par rapport à son héritage atlantiste. Alors, pourquoi a-t-il trahi ? C'est en partie un mystère. Mais je pense qu'un certain nombre de services secrets non-américains, qui sont très proches du pouvoir, sont en train de trouver que le mécanisme que je vous ai décrit est vraiment trop défavorable à leurs intérêts nationaux. Gaydamak, qui est le principal personnage de l'Angolagate, est quasiment un frère et un associé de Khodorkovski, l'homme le plus riche de Russie et le principal pétrolier de ce pays. Or, Gaydamak a été poursuivi par les services secrets français, tandis que Khodorkovski est poursuivi par les services secrets russes. Ces deux hommes ont pour caractéristique d'être très proches des Américains. Tout cela veut dire qu'il y a des intérêts divergents qui apparaissent dans cette espèce de mécanique générale que je vous ai décrite (la mafiafrique), il y a du tirage entre les républiques souterraines, et cela peut provoquer un tournant dans le processus de mondialisation. Le séisme qu'a représenté la trahison de Chirac par rapport à son passé atlantiste n'est peut-être pas

seulement conjoncturel. En tout cas, évidemment, ça plaît aux populations musulmanes d'Afrique.

*

QUESTION : *Entre la Françafrique, franco-française, et la mafiafrique, qui est plus mondiale, est-ce qu'il émerge une Eurafrique ou est-ce que l'intégration progressive de la France dans l'Europe va aider à démonter ces mécanismes ?*

FRANÇOIS-XAVIER VERSCHAVE : Dans un premier temps, nous avons fait preuve de trop d'optimisme en pensant que les indignations des autres pays par rapport à la Françafrique contribueraient à la contenir. En fait, dans un certain nombre d'endroits, comme au Soudan, on s'aperçoit que la politique de complicité française avec une dictature sanglante a fait école dans tous les autres pays d'Europe, jusqu'en Suède. En fait, le risque est peut-être inverse : que les méthodes tellement fructueuses de la Françafrique fassent école et se généralisent en Europe. Mais on peut citer des exemples en sens contraire. La leçon qu'on peut tirer de tout ça, comme toujours, c'est que rien n'est automatique. La démocratie ne marche que si l'on s'en sert. Et si les peuples européens espèrent de leurs dirigeants qu'ils feront d'eux-mêmes une politique vertueuse, ils risquent d'être plutôt déçus.

*

QUESTION : *Quelle serait la répercussion de l'euro sur le franc CFA qui était complètement assujetti au franc français avant l'Europe ?*

FRANÇOIS-XAVIER VERSCHAVE : Entre la zone franc d'Afrique de l'Ouest et les autres pays d'Afrique occi-

dentale, il y a eu un accord pour faire une monnaie unique. Cet accord avance tout doucement. Foccart doit se retourner dans sa tombe, parce que sa stratégie, c'était d'opposer l'Afrique anglophone à l'Afrique francophone. La monnaie est un élément très important de l'autonomie. Par conséquent, si ce projet de rapprochement entre deux zones monétaires voit le jour – et je ne vois aucun obstacle politique –, si les Africains se rendent compte qu'il est impossible de développer leur économie en étant totalement dépendants de stratégies monétaires d'un autre pays, à ce moment-là, cette monnaie ouest-africaine sera un pas considérable vers l'indépendance. La voie est tracée. Il suffit de la suivre.

On ne peut pas conserver le franc des Colonies françaises d'Afrique, ce n'est pas possible. Sauf pour ceux qui pensent, à travers tout un délire de propagande, que l'avenir de l'Afrique est dans une recolonisation.

Achevé d'imprimer sur les presses
de la Nouvelle Imprimerie Laballery
en novembre 2004